



REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE

Recueil de données 2017



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Canada

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale Recueil de données, 2017

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, 2017

Version électronique disponible à l'adresse

www.agr.gc.ca/publicationseconomiques

No de catalogue A31-1F-PDF

ISSN 1494-5223

No d'AAC 12774F

Issued also in English under the title Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance Data Book, 2017

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous au www.agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie relative au revenu agricole	17
SECTION B	
Situation financière	19
Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles	31
SECTION C	
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire	33
Méthodologie relative aux dépenses publiques	51
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	57
Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE	65

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2007-2016	7
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2011-2016	10
Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2012-2014	12
Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2012-2014	13
Tableau A.5 : Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles, Canada, 2009, 2011 et 2013	14
Tableau A.6 : Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles, par groupe typologique, Canada, 2009, 2011 et 2013	15

SECTION B : Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2007-2016	21
Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2007-2016	22
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 2004-2017	23
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2011-2012 à 2016-2017	24
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, 2009-2010 à 2016-2017	25
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2011-2015	26
Tableau B.7 : Dépenses d'exploitation agricole net totales, Canada, 2012-2016	30

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2017-2018	35
Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018	37
Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation et salubrité et contrôle en soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018	43
Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018	47
Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018	49

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2014-2016	59
Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	60
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	61
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP) en pourcentage des recettes agricoles brutes pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	62
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	62
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	63
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	64
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016	64

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A. Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2007-2016	9
Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2007-2016	9

SECTION B. Situation financière

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2012-2016	21
Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2012-2016	22
Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par rapport au nombre d'exploitations agricoles par province, 2016	23
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2017	24
Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, exercice 2016-2017	25
Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2007-2017	30

SECTION C. Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2010-2011 à 2017-2018	35
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	36
Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2016-2017 et 2017-2018	48

ABRÉVIATIONS

CNS	Coefficient nominal de soutien	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CPA	Comptables professionnels agréés		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	NIIF	Normes internationales d'information financière
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PDF	Programme de données fiscales
EST	Estimation du soutien total	PIB	Produit intérieur brut
FAC	Financement agricole Canada	SEE	Société pour l'expansion des exportations
LCPA	Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles	TSA	Transferts au titre d'un seul produit

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	non disponible
x	confidentiel ou trop peu fiable pour être publié

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : la section A renferme de l'information relative au revenu agricole; la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles; la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire; la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien aux producteurs. Des notes sur la méthodologie utilisée sont fournies à la fin de chaque section. Le présent document renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

COORDONNÉES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole global

Stephen Smith

Tél : 613-773-2486

Courriel : stephen.smith@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole à l'échelle de la ferme

Katrin Nagelschmitz

Tél : 613-773-2087

Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

Dettes agricoles; faillites agricoles; prêts de Financement agricole Canada (FAC); Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA); actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, en moyenne

Katrin Nagelschmitz

Tél : 613-773-2087

Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire de FAC et les dépenses

Xianqiang Zhang

Tél : 613-773-2426

Courriel : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél : 613-773-2441

Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél : 613-773-2441

Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données intitulé "Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale" rassemble des séries de données historiques provenant de plusieurs sources en un document pratique sur les principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole. Ce recueil fournit également des renseignements utiles sur l'aide publique fournie au secteur, mais qui ne sont pas faciles à obtenir autrement.

Les renseignements inclus dans le recueil sont fournis par plusieurs organisations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et par d'autres organisations fédérales. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux responsables de l'agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D présente les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Le recueil présente les données les plus récentes sur les indicateurs économiques et financiers.

FAITS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2016, les recettes totales du marché ont progressé légèrement pour atteindre 57,9 milliards de dollars, soit un sommet pour la période de 2007 à 2016. La hausse des recettes du marché enregistrée en 2016 est attribuable aux recettes record de 34,0 milliards de dollars tirées des productions végétales qui ont largement neutralisé la baisse des recettes des productions animales, qui se sont établies à 23,9 milliards de dollars.
- Les paiements au titre des programmes ont totalisé 2,4 milliards de dollars en 2016, ce qui constitue une légère augmentation. Néanmoins, depuis 2008, les revenus élevés réalisés grâce aux conditions favorables des marchés ont entraîné une réduction des paiements au titre des programmes.
- En 2016, le revenu net (en valeur nominale) s'est chiffré à 15,4 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé jamais enregistré, dépassant même le dernier record de 15,0 milliards de dollars établi en 2015. À titre de comparaison, le revenu net le plus faible enregistré au cours de la période de 2007 à 2016 a été de 7,1 milliards de dollars en 2007.
- Selon les données sur les revenus d'exploitation totaux moyens et les dépenses en 2014, les exploitations agricoles

de Terre Neuve et Labrador ont affiché les revenus d'exploitation totaux moyens les plus élevés, soit de 694 692 \$, tandis que celles de la Saskatchewan ont enregistré les revenus d'exploitation moyens les plus faibles, soit de 363 668 \$. À l'échelle nationale, les revenus d'exploitation totaux moyens se situaient à 418 080 \$, et les dépenses d'exploitation totales moyennes, à 347 084 \$, ce qui correspond à un revenu net d'exploitation moyen de 70 997 \$. Il s'agit là d'une augmentation de 2 % par rapport au revenu net d'exploitation enregistré l'année précédente (69 507 \$).

- Le revenu net d'exploitation moyen varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. Les éleveurs de porcs ont enregistré le revenu net d'exploitation moyen le plus élevé en 2014, soit de 294 862 \$, ce qui représente une hausse de 154 % par rapport à l'année précédente. Viennent ensuite les producteurs de pommes de terre au deuxième rang (238 519 \$). Le revenu net d'exploitation moyen s'est chiffré à 84 492 \$ pour les producteurs de céréales et d'oléagineux, à 153 611 \$ pour les producteurs laitiers, et à 25 764 \$ pour les éleveurs de bovins.
- Le revenu total moyen des familles agricoles s'est établi à 117 388 \$ en 2013. Au total, 23 % de ce montant correspond au revenu net d'exploitation, et 77 %, au revenu non agricole. Le revenu non agricole, qui se chiffrait à 90 077 \$, était essentiellement constitué de traitements et de salaires (56 135 \$, ou 62 %), de revenus de placements (10 932 \$, ou 12 %) et de prestations de retraite (12 969 \$, ou 14 %).
- L'importance du revenu non agricole pour les familles agricoles varie selon le type d'exploitation. Dans le cas des petites exploitations agricoles, le revenu non agricole compte pour 93 % du revenu familial total moyen. Ce pourcentage s'établit à 75 % en ce qui concerne les exploitations agricoles de taille moyenne, à 47 % pour les exploitations agricoles de grande taille, et à 32 % pour les exploitations agricoles de très grande taille (la taille des exploitations agricoles est définie à la page 18).

Section B - Situation financière des exploitations agricoles

- L'actif total des exploitations agricoles s'élevait à 591,2 milliards de dollars en 2016. Les immobilisations agricoles, constituées des terres et des bâtiments, représentaient environ 75 % de l'actif total des exploitations en 2016.
- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme et investir dans leurs activités agricoles afin de tirer profit de nouveaux débouchés. En 2016, la dette agricole active totale s'élevait à 96,0 milliards de dollars au Canada.
- En 2016, 27 exploitations agricoles ont déclaré faillite. Ce nombre est légèrement en hausse par rapport à 2014 (25)

et à 2015 (20). C'est au Québec que le nombre de faillites était le plus élevé, soit de 11 en 2016. Au Canada, le nombre de faillites agricoles suit généralement une tendance à la baisse depuis dix ans, bien que ce repli se soit stabilisé récemment.

- Financement agricole Canada a approuvé 49 352 nouveaux prêts en 2016-2017. Le montant moyen des prêts approuvés par Financement agricole Canada s'est élevé à 221 492 \$.
- En 2016-2017, 1 321 nouveaux prêts ont été enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA). Au total, 70 % des nouveaux prêts ont été octroyés en Saskatchewan.
- De façon générale, les bilans des exploitations agricoles ont été encourageants en 2015, la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 3,4 millions de dollars d'actifs et 0,6 million de dollars de dettes, ce qui correspond à une valeur nette totale de 2,8 millions de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation. La valeur nette moyenne se chiffre à 5,8 millions de dollars dans le cas des fermes avicoles, à 4,6 millions de dollars dans le cas des exploitations de pommes de terre, à 3,8 millions de dollars dans le cas des fermes laitières, à 2,9 millions de dollars dans le cas des fermes porcines, à 3,1 millions de dollars dans le cas des fermes céréalieres, et à 2,1 millions de dollars dans le cas des élevages bovins.
- À l'échelle provinciale, ce sont les exploitations agricoles de la Colombie Britannique qui ont affiché la valeur nette moyenne la plus élevée, soit de 3,6 millions de dollars, suivies des exploitations de l'Alberta, dont la valeur nette s'est établie à 3,5 millions de dollars. En revanche, les exploitations agricoles des provinces de l'Atlantique ont enregistré la valeur nette moyenne la plus faible, à savoir 1,7 million de dollars.
- Les taux d'intérêt sont demeurés relativement stables au cours des dernières années. Au cours du second semestre de 2017, deux taux représentatifs, à savoir le taux préférentiel et le taux d'intérêt des prêts hypothécaires ordinaires (5 ans), ont grimpé, soit à 2,89 % dans le cas du taux préférentiel et à 4,99 % dans le cas du taux hypothécaire.
- Les dépenses agricoles nettes totales ont crû de 0,3 % en 2016 pour atteindre 51,9 milliards de dollars. Les hausses les plus marquées ont été constatées au chapitre des salaires en espèces, du logement et des repas ainsi que des pesticides. Parallèlement, on observe, en revanche, une baisse notable des dépenses liées à l'achat d'animaux.

Section C - Dépenses publiques à l'appui du secteur agroalimentaire

- Les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté de 20,7 % pour s'établir à 6,12 milliards de dollars en 2016-2017. Les dépenses fédérales ont progressé de 34,9 % pour atteindre 3,38 milliards de dollars, tandis que les dépenses provinciales ont crû de 6,8 % pour s'établir à 2,75 milliards de dollars.

- D'après les prévisions, les dépenses totales se replieront de 10,6 % pour s'établir à 5,47 milliards de dollars en 2017-2018. Les dépenses fédérales devraient chuter de 18,4 % pour s'établir à 2,76 milliards de dollars, tandis que les dépenses provinciales devraient se replier de 1 % seulement pour se chiffrer à 2,72 milliards de dollars.
- Les dépenses fédérales liées aux paiements au titre des programmes sont passées de 0,81 milliard de dollars en 2015-2016 à 1,16 milliard de dollars en 2016-2017 et représentent 33 % des dépenses fédérales totales. On prévoit que ces paiements demeureront relativement stables en 2017-2018, mais qu'ils représenteront 38 % des dépenses fédérales totales. À l'échelle provinciale, les paiements au titre des programmes sont passés de 0,98 milliard en 2015-2016 à 1,27 milliard de dollars en 2016-2017 et représentent 40 % des dépenses provinciales totales. Selon les prévisions, ces paiements chuteront à 1,17 milliard de dollars en 2017-2018 et représenteront 39 % des dépenses provinciales totales.
- Les dépenses du gouvernement fédéral en tant que pourcentage du PIB provenant du secteur agricole devraient passer de 15 % en 2016-2017 à 12 % en 2017-2018. Les dépenses du gouvernement provincial en tant que pourcentage du PIB provenant du secteur agricole devraient demeurer stables, soit à environ 12 % en 2016-2017 et en 2017-2018.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en tant que pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada est passée de 8 % en 2015 à 11 % en 2016.
- Aux États Unis, le niveau de soutien exprimé en tant que pourcentage des recettes agricoles brutes a légèrement diminué, passant de 10 % en 2015 à 9 % en 2016. Au Mexique, on a observé une baisse notable, soit de 11 % à 8 %. Le niveau de soutien accordé en Australie et en Nouvelle Zélande est demeuré stable, à savoir à 2 % et à 1 % respectivement. En ce qui concerne l'Union européenne, le soutien est passé de 19 % à 21 %.
- Le soutien visant des produits particuliers a diminué au fil du temps, mais une aide importante continue d'être accordée pour certains produits. L'indicateur des transferts au titre d'un seul produit (TSP), qui mesure les transferts liés à la production d'un produit particulier permet de mesurer le niveau de soutien. Cet indicateur est exprimé sous forme de pourcentage des recettes en ce qui concerne le produit en question.
- En 2016, le lait demeurait le produit recevant le niveau de soutien le plus élevé au Canada (TSP de 44 %), et ce, malgré une baisse du soutien par rapport à 2015 (47 %). De même, aux États Unis, le lait arrive en tête de classement au chapitre du soutien reçu (TSP de 13 %, en baisse par rapport à 2015 - 15 %). Au sein de l'Union européenne, le niveau de soutien le plus élevé est accordé au bœuf et au veau (TSP de 21 %). Ce niveau de soutien est en baisse par rapport à 2015 (29 %).



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2007-2016

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
2007	18	236	123	207	1 690	4 125	2 223	5 228	3 484	1 113	18 448
2008	15	241	125	221	2 160	4 605	2 777	7 017	4 738	1 115	23 016
2009	18	256	123	249	2 140	4 725	2 816	7 298	4 417	1 172	23 214
2010	18	252	129	236	2 111	5 203	2 683	6 675	3 784	1 210	22 302
2011	17	318	139	271	2 410	5 507	2 550	8 189	5 189	1 237	25 827
2012	17	319	152	254	2 648	6 420	2 718	9 151	6 476	1 329	29 484
2013	17	321	165	288	2 754	6 516	3 468	9 712	6 366	1 388	30 996
2014	17	310	170	292	2 643	6 284	3 260	9 851	5 941	1 483	30 250
2015	17	304	186	297	2 703	6 370	3 190	11 219	6 164	1 559	32 009
2016	19	322	183	316	3 182	6 702	3 598	11 423	6 676	1 571	33 993
Recettes du bétail											
2007	87	127	318	219	4 096	4 550	1 753	1 705	4 301	1 172	18 328
2008	93	120	349	224	4 321	4 792	1 716	1 730	4 266	1 298	18 911
2009	89	119	324	223	4 242	4 591	1 651	1 484	4 080	1 252	18 055
2010	99	125	355	217	4 485	4 716	1 748	1 530	4 400	1 213	18 888
2011	101	133	373	245	4 893	5 305	1 920	1 637	4 419	1 302	20 329
2012	112	143	419	252	4 928	5 326	1 934	1 688	4 698	1 375	20 875
2013	120	144	428	259	5 037	5 516	1 993	1 894	4 782	1 371	21 545
2014	107	146	361	262	5 509	6 224	2 491	2 709	6 404	1 476	25 690
2015	112	151	400	269	5 287	6 164	2 372	2 630	6 775	1 518	25 680
2016	110	143	371	282	5 161	6 051	2 128	2 044	6 126	1 465	23 881
Recettes totales du marché											
2007	105	363	441	426	5 786	8 675	3 977	6 933	7 785	2 285	36 776
2008	108	362	474	446	6 481	9 398	4 493	8 747	9 005	2 413	41 927
2009	107	375	447	471	6 382	9 316	4 467	8 783	8 496	2 424	41 269
2010	117	377	483	453	6 596	9 919	4 431	8 205	8 184	2 424	41 190
2011	118	452	512	516	7 304	10 812	4 470	9 826	9 608	2 539	46 156
2012	129	462	571	506	7 576	11 745	4 652	10 839	11 174	2 705	50 359
2013	138	466	593	547	7 791	12 032	5 462	11 606	11 148	2 759	52 542
2014	124	456	531	554	8 152	12 508	5 751	12 559	12 345	2 958	55 939
2015	129	455	585	567	7 990	12 534	5 562	13 849	12 940	3 077	57 688
2016	129	465	554	598	8 344	12 753	5 726	13 467	12 802	3 036	57 874
Paiements des programmes											
2007	1	21	18	31	1 134	598	413	871	907	96	4 089
2008	1	33	14	31	1 092	649	350	680	1 174	108	4 133
2009	0	36	16	30	1 060	369	386	462	830	102	3 290
2010	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
2011	1	33	16	25	656	283	501	1 218	681	66	3 478
2012	1	21	10	32	769	309	495	949	772	48	3 405
2013	0	31	11	21	506	350	371	655	696	44	2 686
2014	1	22	42	14	321	298	231	612	549	31	2 121
2015	0	23	10	6	201	315	305	585	653	37	2 135
2016	2	22	41	9	393	361	222	667	696	30	2 442
Recettes monétaires totales											
2007	106	385	459	457	6 920	9 273	4 389	7 804	8 692	2 381	40 866
2008	109	394	489	477	7 573	10 047	4 844	9 427	10 179	2 522	46 060
2009	108	411	463	502	7 443	9 685	4 853	9 244	9 326	2 525	44 560
2010	117	410	496	477	7 213	10 207	4 781	9 117	9 001	2 505	44 325
2011	119	485	528	541	7 959	11 095	4 971	11 043	10 289	2 605	49 634
2012	130	483	580	539	8 346	12 054	5 146	11 788	11 946	2 752	53 764
2013	138	497	604	568	8 296	12 382	5 833	12 261	11 844	2 804	55 227
2014	125	478	573	568	8 473	12 806	5 983	13 171	12 894	2 989	58 060
2015	130	478	596	572	8 191	12 849	5 867	14 434	13 592	3 114	59 823
2016	131	487	595	606	8 737	13 115	5 948	14 133	13 498	3 066	60 316

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2007-2016 (suite)

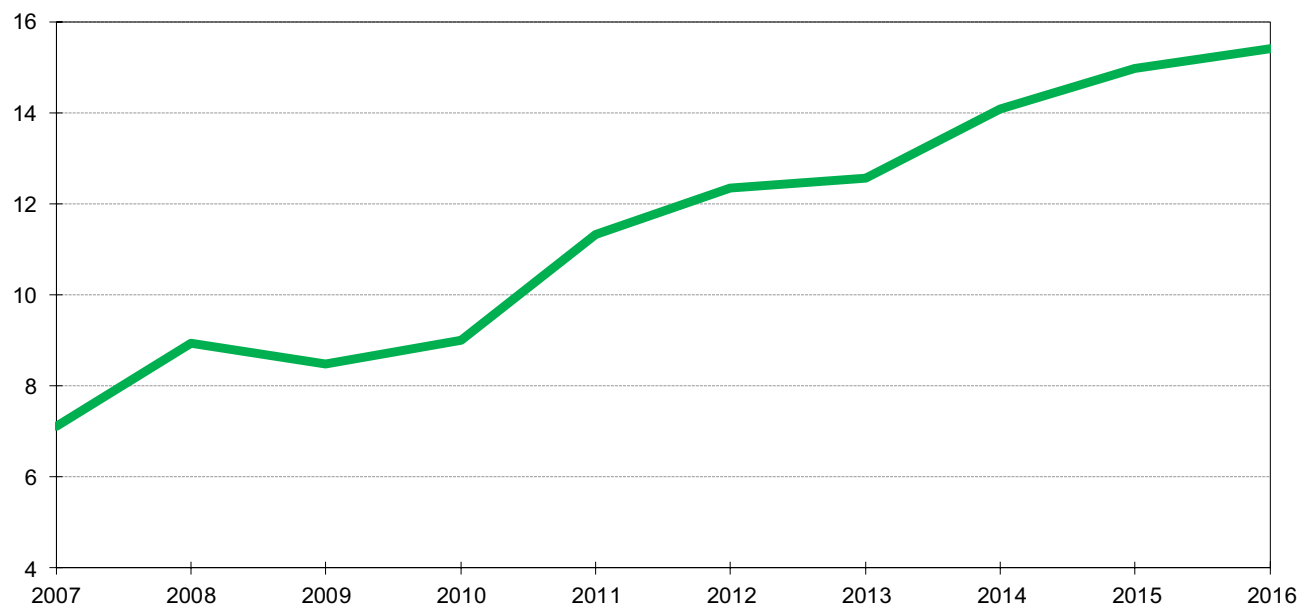
	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'exploitation nettes											
2007	95	329	400	391	5 590	8 050	3 551	5 927	7 227	2 195	33 756
2008	102	348	431	411	5 940	8 553	3 999	6 880	8 071	2 392	37 128
2009	104	361	420	418	5 817	8 466	3 869	6 661	7 702	2 262	36 079
2010	103	348	422	408	5 499	8 392	3 776	6 380	7 735	2 261	35 324
2011	109	367	442	426	6 047	8 869	3 951	7 221	8 492	2 377	38 300
2012	115	387	478	441	6 242	9 469	4 372	8 077	9 313	2 510	41 404
2013	119	385	487	445	6 425	9 727	4 578	8 403	9 537	2 558	42 664
2014	119	383	499	437	6 502	10 055	4 563	8 690	10 131	2 582	43 962
2015	119	384	511	443	6 511	10 286	4 694	8 820	10 412	2 658	44 837
2016	124	386	520	450	6 587	10 242	4 688	9 125	10 094	2 698	44 913
Revenu monétaire net											
2007	11	56	59	66	1 330	1 223	838	1 877	1 465	186	7 109
2008	8	46	57	65	1 633	1 494	845	2 547	2 107	130	8 932
2009	3	49	43	84	1 626	1 219	985	2 583	1 624	264	8 481
2010	14	63	74	69	1 715	1 815	1 004	2 738	1 266	244	9 001
2011	10	117	86	115	1 912	2 226	1 020	3 823	1 797	228	11 334
2012	15	96	102	98	2 103	2 586	775	3 710	2 633	242	12 360
2013	19	112	117	123	1 871	2 655	1 255	3 858	2 307	245	12 563
2014	6	95	74	131	1 971	2 751	1 420	4 481	2 763	406	14 098
2015	11	94	84	130	1 680	2 563	1 173	5 615	3 181	456	14 986
2016	7	101	75	156	2 150	2 872	1 260	5 009	3 404	368	15 403
Revenu net réalisé											
2007	4	16	6	13	649	86	375	871	234	-136	2 118
2008	0	6	2	14	924	326	358	1 508	833	-216	3 754
2009	-4	8	-16	30	868	10	468	1 455	295	-92	3 023
2010	6	22	16	17	962	611	478	1 578	-50	-110	3 532
2011	2	75	25	62	1 119	950	458	2 544	413	-140	5 509
2012	7	52	41	44	1 283	1 257	194	2 375	1 187	-135	6 305
2013	11	66	54	68	1 030	1 289	648	2 447	789	-139	6 262
2014	-3	47	10	75	1 116	1 353	786	2 994	1 172	10	7 561
2015	2	44	17	73	808	1 104	503	4 021	1 476	52	8 100
2016	-2	51	8	100	1 273	1 402	593	3 390	1 673	-46	8 442
Revenu net total											
2007	3	-9	6	1	731	-143	272	479	-55	-154	1 130
2008	-1	-21	1	-6	754	370	879	3 717	1 571	-252	7 014
2009	-4	5	-26	33	791	10	501	1 983	-329	-117	2 847
2010	6	39	16	27	984	527	-85	746	272	-119	2 413
2011	1	62	26	10	1 107	1 344	-27	2 709	940	-86	6 085
2012	5	59	42	77	1 299	1 184	926	2 227	669	-153	6 335
2013	11	65	56	58	1 104	1 343	1 461	5 874	2 516	-80	12 409
2014	-2	52	9	79	1 051	1 279	437	1 634	400	-20	4 918
2015	0	47	12	86	1 019	1 291	733	3 492	1 243	96	8 019
2016	-3	49	4	78	1 202	1 183	655	4 199	2 301	-15	9 654

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2007-2016

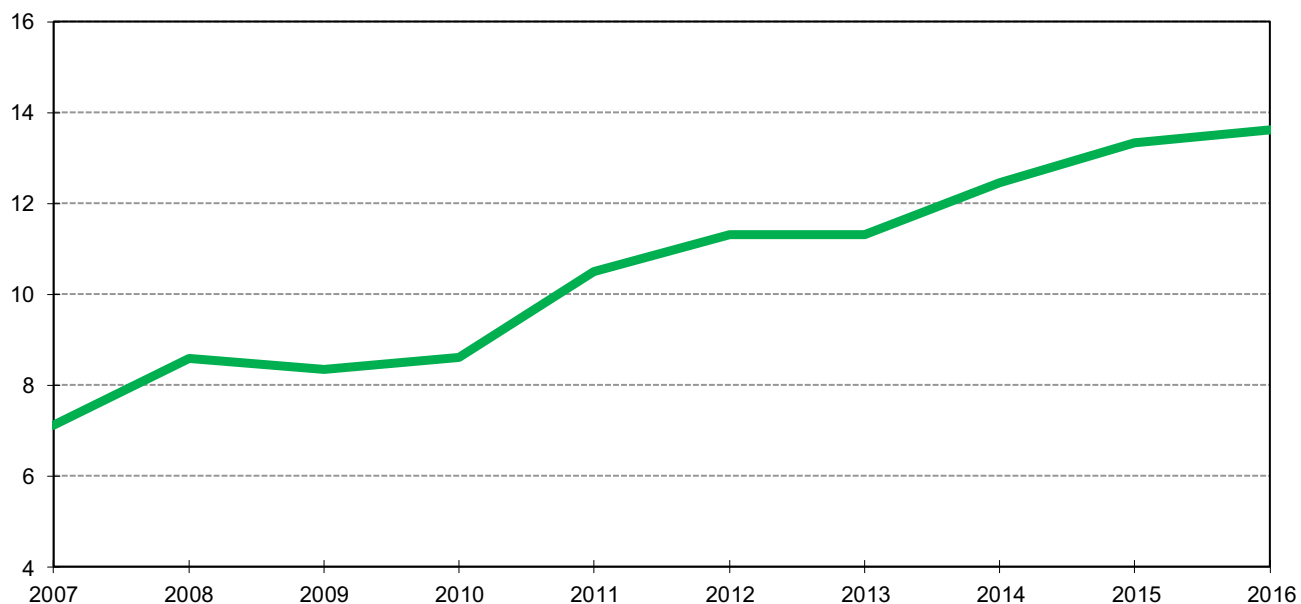
milliards de \$



Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2007-2016

milliards de \$



Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net, Tableau 380-0102 - Indices des prix, produit intérieur et calculs effectués par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2011-2016

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2011											
Assurance-production ¹	0	20	2	9	36	60	313	528	330	12	1 309
PCSRA	0	0	0	0	1	0	2	0	-2	0	2
Agri-stabilité	0	8	11	11	139	65	75	196	198	38	741
Agri-investissement	0	5	3	3	62	75	56	119	90	12	425
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	391	68	0	0	0	0	459
Autres paiements ²	0	0	0	1	27	15	55	374	66	4	542
Paiements totaux avant rabais	1	33	16	25	656	283	501	1 218	681	66	3 478
Rabais sur intrants	0	1	1	0	0	4	35	0	2	0	43
Paiements totaux	1	34	17	25	656	287	536	1 218	684	66	3 521
Primes des producteurs	0	8	1	3	231	50	105	379	319	6	1 103
2012											
Assurance-production ¹	0	12	1	10	30	94	204	369	482	13	1 215
Agri-stabilité	1	5	6	12	73	49	179	291	90	20	726
Agri-investissement	0	3	2	3	127	67	43	121	75	11	452
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	424	80	0	0	0	0	504
Autres paiements ²	0	0	0	8	115	19	69	168	124	4	507
Paiements totaux avant rabais	1	21	10	32	769	309	495	949	772	48	3 405
Rabais sur intrants	0	0	1	0	1	4	39	0	1	8	54
Paiements totaux	1	21	10	32	770	313	533	949	773	55	3 459
Primes des producteurs	0	8	1	4	182	79	144	450	360	6	1 234
2013											
Assurance-production ¹	0	24	2	7	30	117	162	253	458	14	1 068
Agri-stabilité	0	3	6	9	41	75	125	182	60	17	517
Agri-investissement	0	4	3	3	60	73	48	127	90	11	419
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	275	60	0	0	0	0	335
Autres paiements ²	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paiements totaux avant rabais	0	31	11	21	506	350	371	655	696	44	2 686
Rabais sur intrants	0	0	1	0	3	4	29	0	2	7	45
Paiements totaux	0	31	11	21	509	354	400	655	698	51	2 730
Primes des producteurs	0	8	1	3	171	97	165	471	419	6	1 342

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0076 - Paiements directs versés aux producteurs agricoles.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2011-2016 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2014											
Assurance-production ¹	0	13	1	7	24	84	123	202	312	12	777
Agri-stabilité	0	6	37	5	41	63	50	173	50	6	433
Agri-investissement	0	3	2	2	60	49	34	91	72	8	321
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	126	70	0	0	0	0	197
Autres paiements ²	0	0	1	0	70	32	24	146	115	4	393
Paiements totaux avant rabais	1	22	42	14	321	298	231	612	549	31	2 121
Rabais sur intrants	0	0	1	0	4	4	41	0	2	7	58
Paiements totaux	1	22	43	14	325	301	272	612	551	37	2 178
Primes des producteurs	0	8	1	3	86	76	137	411	363	7	1 091
2015											
Assurance-production ¹	0	17	2	1	26	114	164	319	456	9	1 107
Agri-stabilité	0	4	6	3	33	37	52	97	58	7	296
Agri-investissement	0	3	2	2	30	46	33	82	64	8	269
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	47	82	0	0	0	0	130
Autres paiements ²	0	0	0	0	66	37	55	88	74	13	333
Paiements totaux avant rabais	0	23	10	6	201	315	305	585	653	37	2 135
Rabais sur intrants	0	0	0	0	3	4	34	0	2	7	50
Paiements totaux	0	23	11	6	205	319	339	585	654	43	2 185
Primes des producteurs	0	9	1	3	58	73	134	365	339	7	989
2016											
Assurance-production ¹	0	14	1	4	18	116	68	356	455	12	1 045
Agri-stabilité	2	5	36	3	29	71	39	67	56	4	311
Agri-investissement	0	2	2	2	40	48	34	88	73	8	297
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	227	102	0	0	0	0	330
Autres paiements ²	0	0	2	0	79	25	81	155	112	5	459
Paiements totaux avant rabais	2	22	41	9	393	361	222	667	696	30	2 442
Rabais sur intrants	0	0	0	0	1	4	37	0	2	7	51
Paiements totaux	2	22	41	9	394	365	259	667	698	36	2 494
Primes des producteurs	0	8	1	2	60	75	134	421	406	7	1 115

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0076 - Paiements directs versés aux producteurs agricoles.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2012-2014

Province	2012	2013	2014	14/13
	- Dollars par exploitation -			% de changement
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	512 370	566 890	694 692	23 %
Dépenses d'exploitation	443 348	478 167	610 769	28 %
Bénéfice net d'exploitation	69 022	88 723	83 923	-5 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	506 733	491 942	488 722	-1 %
Dépenses d'exploitation	433 002	420 095	410 052	-2 %
Bénéfice net d'exploitation	73 732	71 847	78 670	9 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	387 261	411 277	391 187	-5 %
Dépenses d'exploitation	322 009	334 776	338 391	1 %
Bénéfice net d'exploitation	65 252	76 501	52 796	-31 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	410 475	424 335	415 974	-2 %
Dépenses d'exploitation	350 128	363 497	341 984	-6 %
Bénéfice net d'exploitation	60 347	60 838	73 990	22 %
Québec				
Revenus d'exploitation	430 101	431 644	459 779	7 %
Dépenses d'exploitation	357 385	359 164	385 181	7 %
Bénéfice net d'exploitation	72 716	72 480	74 598	3 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	348 555	359 480	376 407	5 %
Dépenses d'exploitation	291 117	297 792	317 178	7 %
Bénéfice net d'exploitation	57 438	61 688	59 229	-4 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	416 526	456 024	471 717	3 %
Dépenses d'exploitation	352 493	372 699	382 071	3 %
Bénéfice net d'exploitation	64 033	83 325	89 646	8 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	301 948	317 777	363 668	14 %
Dépenses d'exploitation	226 790	249 016	282 018	13 %
Bénéfice net d'exploitation	75 158	68 761	81 650	19 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	413 507	423 264	466 805	10 %
Dépenses d'exploitation	338 670	346 597	397 236	15 %
Bénéfice net d'exploitation	74 837	76 667	69 569	-9 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	404 104	402 152	413 627	3 %
Dépenses d'exploitation	360 910	353 436	357 157	1 %
Bénéfice net d'exploitation	43 193	48 715	56 470	16 %
Canada				
Revenus d'exploitation	375 389	388 165	418 080	8 %
Dépenses d'exploitation	307 987	318 658	347 084	9 %
Bénéfice net d'exploitation	67 402	69 507	70 997	2 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044 - Revenus et dépenses d'exploitation moyens détaillés des exploitations agricoles, selon le type d'exploitation agricole, secteurs constitué et non constitué en société.

Note : Les chiffres pour 2015 seront publiés plus tard dans l'année calendrier 2018.
Les chiffres peuvent ne pas correspondre due à l'arrondissement.

Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2012-2014

Type de ferme	2012	2013	2014	14/13
	- Dollars par exploitation -			% de changement
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	592 642	603 198	645 333	7 %
Dépenses d'exploitation	454 977	467 718	491 721	5 %
Bénéfice net d'exploitation	137 666	135 480	153 611	13 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	281 484	277 611	335 383	21 %
Dépenses d'exploitation	265 374	265 346	309 619	17 %
Bénéfice net d'exploitation	16 110	12 266	25 764	110 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	1 802 831	1 923 490	2 413 747	25 %
Dépenses d'exploitation	1 691 726	1 807 229	2 118 885	17 %
Bénéfice net d'exploitation	111 106	116 262	294 862	154 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	1 156 027	1 203 993	1 230 019	2 %
Dépenses d'exploitation	978 930	1 008 975	1 043 820	3 %
Bénéfice net d'exploitation	177 097	195 017	186 199	-5 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	332 834	353 443	362 967	3 %
Dépenses d'exploitation	242 604	260 103	278 476	7 %
Bénéfice net d'exploitation	90 230	93 340	84 492	-9 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	1 306 702	1 358 870	1 411 033	4 %
Dépenses d'exploitation	1 106 945	1 137 947	1 172 514	3 %
Bénéfice net d'exploitation	199 757	220 923	238 519	8 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	265 513	261 827	262 194	0 %
Dépenses d'exploitation	220 033	225 508	225 588	0 %
Bénéfice net d'exploitation	45 481	36 320	36 606	1 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	465 135	488 655	513 372	5 %
Dépenses d'exploitation	406 650	411 868	435 772	6 %
Bénéfice net d'exploitation	58 485	76 787	77 600	1 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	1 110 844	1 178 497	1 356 411	15 %
Dépenses d'exploitation	1 011 194	1 038 801	1 206 943	16 %
Bénéfice net d'exploitation	99 650	139 696	149 468	7 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	375 389	388 165	418 080	8 %
Dépenses d'exploitation	307 987	318 658	347 084	9 %
Bénéfice net d'exploitation	67 402	69 507	70 997	2 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044 - Revenus et dépenses d'exploitation moyens détaillés des exploitations agricoles, selon le type d'exploitation agricole, secteurs constitué et non constitué en société.

Note : Les chiffres pour 2015 seront publiés plus tard dans l'année calendrier 2018.
Les chiffres peuvent ne pas correspondre due à l'arrondissement.

Tableau A.5 : Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles, Canada, 2009, 2011 et 2013

Revenu des familles agricoles	2009	2011	2013
	- Dollars par ferme -		
Revenu total moyen	100 053	110 563	117 388
Revenu hors ferme moyen	77 370	83 609	90 077
Revenu hors ferme moyen en % du revenu total	77 %	76 %	77 %
Salaires et traitements moyens	49 038	52 865	56 135
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	63 %	63 %	62 %
Revenu d'emploi hors ferme net moyen	3 817	4 620	4 574
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	5 %	6 %	5 %
Revenu de placements moyen	8 197	9 433	10 932
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	11 %	11 %	12 %
Revenu de pensions moyen	10 496	11 470	12 969
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	14 %	14 %	14 %
Transferts sociaux gouvernementaux moyens	3 068	2 910	2 777
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	4 %	3 %	3 %
Autres revenus hors ferme moyens	2 755	2 311	2 691
<i>en % du revenu hors ferme moyen</i>	4 %	3 %	3 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	22 683	26 954	27 311
Bénéfice net d'exploitation moyen en % du revenu total	23 %	24 %	23 %
Revenu net moyen du marché	17 397	19 416	23 294
<i>en % du bénéfice net d'exploitation moyen</i>	77 %	72 %	85 %
Paievements de programme nets moyens	5 286	7 538	4 017
<i>en % du bénéfice net d'exploitation moyen</i>	23 %	28 %	15 %

Source: Statistique Canada. Tableau 002-0024 - Revenu hors ferme total et moyen selon la source et bénéfice net d'exploitation total et moyen des familles agricoles, secteur non constitué en société.

Tableau A.6 : Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles, par groupe typologique, Canada, 2009, 2011 et 2013

Groupe typologique	2009	2011	2013	13/11
	- Dollars par ferme -			% de changement
Petites fermes				
Revenu total moyen	97,524	114,751	123,112	7 %
Revenu hors ferme moyen	87,331	103,917	114,482	10 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	10,193	10,834	8,630	-20 %
Fermes moyennes				
Revenu total moyen	117,806	126,748	135,885	7 %
Revenu hors ferme moyen	82,568	90,964	102,449	13 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	35,238	35,784	33,435	-7 %
Grandes fermes				
Revenu total moyen	129,422	138,404	137,866	0 %
Revenu hors ferme moyen	55,293	62,947	64,522	3 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	74,129	75,457	73,344	-3 %
Très grandes fermes				
Revenu total moyen	190,299	207,199	211,352	2 %
Revenu hors ferme moyen	62,152	65,966	66,641	1 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	128,147	141,233	144,711	2 %
Fermes appartenant à un retraité				
Revenu total moyen	73,383	79,846	89,702	12 %
Revenu hors ferme moyen	64,504	68,970	78,147	13 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	8,879	10,876	11,554	6 %
Fermes d'agrément				
Revenu total moyen	120,663	127,363	134,412	6 %
Revenu hors ferme moyen	126,349	132,521	139,853	6 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	-5,686	-5,158	-5,441	5 %
Fermes à faible revenu				
Revenu total moyen	27,767	30,370	29,730	-2 %
Revenu hors ferme moyen	24,101	24,801	25,314	2 %
Bénéfice net d'exploitation moyen	3,666	5,570	4,416	-21 %

Source : Statistique Canada. Tableau 002-0026 - Revenu hors ferme total et moyen selon la source et bénéfice net d'exploitation total et moyen des familles agricoles selon le groupe typologique, secteur non constitué en société.

Méthodologie relative au revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles

Le *revenu monétaire net* (revenus bruts moins les frais d'amortissement) est une mesure des liquidités des entreprises agricoles provenant de la production de denrées agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement de dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire durant une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (dépréciation et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant de la vente de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie « Autres paiements » qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont attribués à l'année au cours de laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements d'Agri-investissement incluent uniquement les retraits de la portion gouvernementale des comptes, parce que la portion du producteur ne compte que l'argent précédemment enregistré comme revenu agricole.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais engagés dans le cadre de la production de denrées agricoles occasionnés par l'achat de biens et de services qui n'ont pas été produits par le secteur agricole d'une même province.

Les dépenses d'exploitation comprennent certains paiements d'aide du gouvernement tels les programmes de crédits provinciaux, dans la mesure où ils réduisent le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2007

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2007 et sont calculés en fonction de l'indice du produit intérieur brut aux prix du marché (2007 = 100).

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements/indemnités bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme d'Agri-stabilité, de même que dans le cadre de programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'Assurance-production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont incluses dans la catégorie " Autres paiements ".

Les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux en versant des primes au titre des programmes comme le programme d'assurance-production et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme et par province (A.3), et par type d'exploitation (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales agricoles (PDFA) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net tiré d'un travail autonome était différent de zéro, selon leur déclaration d'impôt sur le revenu. Pour les exploitations agricoles constituées en société, la base d'échantillonnage est formée de toutes les sociétés agricoles à l'intérieur des 10 provinces et des territoires qui sont considérées comme étant des exploitations agricoles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et dont les ventes sont de 25 000 \$ ou plus. Selon le SCIAN, les exploitations agricoles sont celles dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations du revenu agricole du PDFA diffèrent des estimations officielles sur les recettes monétaires agricoles et les dépenses publiées dans la base de données de CANSIM de Statistique Canada (Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles et Tableau 002-0005 - Dépenses

d'exploitation agricole et frais d'amortissement). Pour de plus amples renseignements concernant ces différences, veuillez consulter le document intitulé « Pour comprendre les mesures du revenu agricole » d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente de produits agricoles ainsi que les paiements des programmes agricoles et les indemnités d'assurance. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt sont également incluses.

Les dépenses d'exploitation font référence aux coûts des entreprises avant amortissement qui sont assumés par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Les ventes et les achats des exploitations agricoles entre elles sont inclus à la fois dans les revenus d'exploitation et dans les dépenses d'exploitation.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur les ventes des produits agricoles exprimées en pourcentage. Ainsi, l'activité principale de l'exploitation est déterminée par le produit ou le groupe de produits générant 50 % ou plus du total des ventes. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement selon le type d'exploitation.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à la *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 et Tableau A.6 : Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles (A.5), Revenu hors ferme moyen et bénéfice net d'exploitation moyen des familles agricoles, par groupe typologique (A.6)

Les données proviennent du Programme des données fiscales sur l'agriculture, qui est également la source des données des tableaux A3 et A4. Les tableaux A3 et A4 renvoient aux statistiques financières par ferme, et les tableaux A5 et A6 portent sur les familles agricoles.

Les données sur le revenu hors ferme des familles agricoles sont extraites du Fichier de familles T1 (FFT1) produit par la Division de la statistique du revenu de Statistique Canada. Le formulaire T1 - Déclaration de revenus et de prestations sert de source de statistiques sur le revenu hors ferme, c'est-à-dire les salaires et traitements, le revenu net provenant d'un travail autonome hors ferme, le revenu de placement, le revenu de pension, les transferts sociaux du gouvernement et les autres revenus hors ferme. Les données tirées du fichier de la Prestation fiscale canadienne pour enfants complètent les données sur le revenu hors ferme.

Les familles agricoles sont identifiées par le couplage de deux fichiers sources. Le premier contient le Programme de données fiscales agricoles des particuliers exploitant des

fermes non constituées en société. L'autre, le Fichier de familles T1 (FFT1), contient des unités familiales créées par la Division de la statistique du revenu. Les dossiers sont couplés et les familles agricoles sont identifiées par le numéro d'assurance sociale (NAS). Les résultats du couplage servent à produire des estimations agrégées du revenu total des familles agricoles.

Les petites fermes sont celles dont le revenu agricole brut se situe entre 10 000 \$ et 99 999 \$. Les petites fermes ne font pas partie des catégories suivantes : pension, mode de vie ou faible revenu. Les fermes de taille moyenne sont celles dont le revenu agricole brut se situe entre 100 000 \$ et 249 999 \$. Les fermes de taille moyenne ne font pas partie des catégories suivantes : pension, mode de vie ou faible revenu.

Les grandes fermes sont des fermes dont le revenu agricole brut se situe entre 250 000 \$ et 499 999 \$. Les familles agricoles qui exploitent ces fermes tirent généralement plus de 50 % de leur revenu familial total de la ferme. Les très grandes fermes sont celles dont le revenu agricole brut est de 500 000 \$ ou plus. Les fermes de pension sont des fermes dont le revenu agricole brut se situe entre 10 000 \$ et 249 999 \$ et dont le plus vieil exploitant est âgé de 65 ans et plus ou est âgé de 60 à 64 ans et touche un revenu de pension. Les fermes de style de vie sont des fermes qui ne sont pas exploitées par des agriculteurs à temps plein. Elles sont définies comme des fermes dont le revenu agricole brut se situe entre 10 000 \$ et 49 999 \$ et qui sont exploitées par des familles dont le revenu hors ferme est égal ou supérieur à 50 000 \$, et qui ne font pas partie de la catégorie des pensions. Les fermes à faible revenu sont des fermes dont le revenu agricole brut se situe entre 10 000 \$ et 249 999 \$ et qui sont exploitées par des familles dont le revenu familial total est inférieur à la mesure du faible revenu de Statistique Canada. Elles ne tombent ni dans la catégorie de la pension ni dans celle du mode de vie.



SECTION B

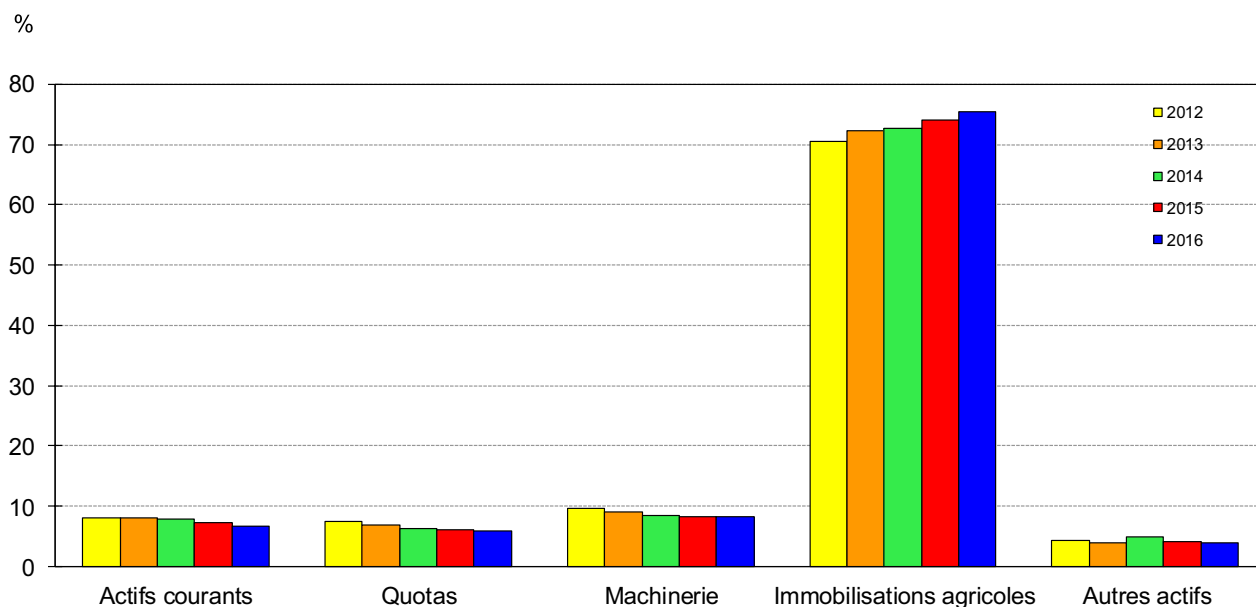
Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2007-2016

	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2007	387	2 057	2 528	2 312	38 429	78 711	21 156	43 659	84 503	29 174	302 915
2008	381	2 086	2 624	2 363	40 302	82 903	23 269	48 893	91 676	31 692	326 189
2009	369	2 025	2 764	2 517	40 562	85 411	24 477	51 575	93 676	32 775	336 151
2010	388	2 166	2 738	2 647	42 499	92 541	26 457	56 304	99 477	33 804	359 021
2011	408	2 235	2 831	2 531	43 837	104 837	27 565	61 668	107 390	34 388	387 691
2012	406	2 274	2 945	2 573	48 926	120 877	31 873	71 036	117 165	35 087	433 162
2013	408	2 335	3 109	2 575	53 876	134 375	36 498	84 066	128 796	36 101	482 139
2014	407	2 453	3 173	2 698	59 005	145 945	40 472	94 741	142 153	37 650	528 697
2015	423	2 595	3 254	2 848	62 784	154 721	43 505	101 275	152 102	39 413	562 920
2016	434	2 758	3 468	2 846	65 239	160 444	45 775	106 548	162 443	41 309	591 264

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2012-2016

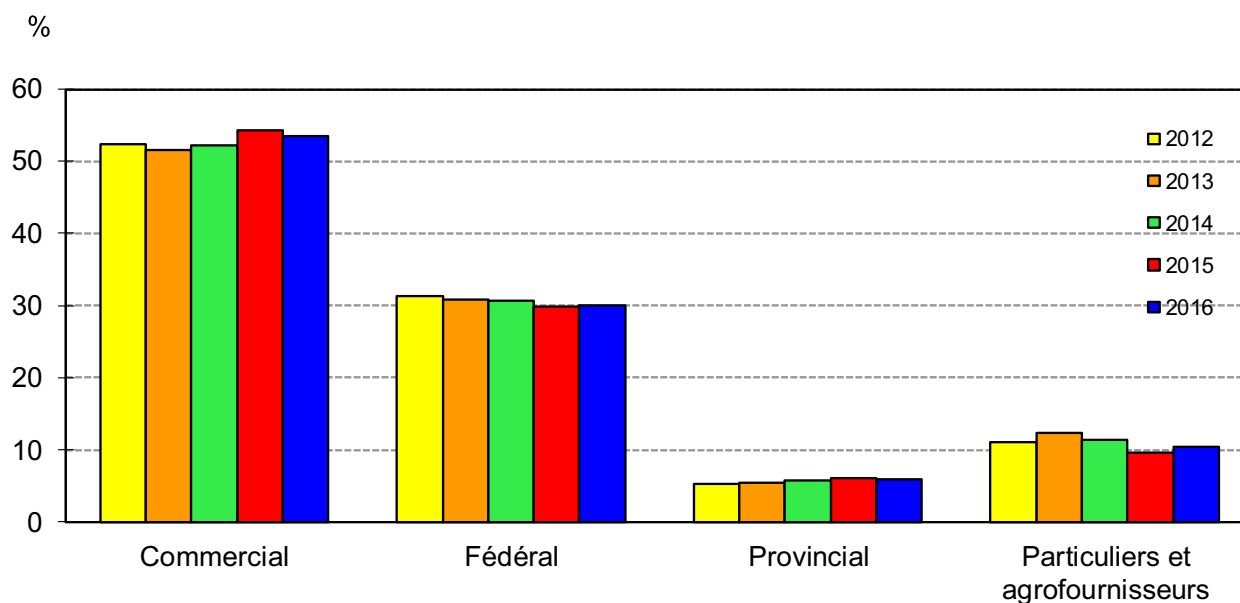


Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2007-2016

	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2007	117	600	682	568	10 527	13 885	5 995	7 544	11 910	4 134	55 963
2008	131	605	755	626	10 957	14 661	6 565	8 031	13 147	4 604	60 082
2009	144	683	806	591	11 389	15 027	6 940	8 772	13 797	4 701	62 850
2010	161	708	783	621	11 415	16 139	7 253	8 976	14 585	5 138	65 780
2011	158	671	772	608	11 816	17 382	7 332	9 551	14 942	5 176	68 409
2012	163	622	827	622	12 138	19 226	7 173	10 285	16 027	5 577	72 660
2013	156	651	856	644	13 011	21 267	7 370	11 904	17 968	5 784	79 611
2014	154	676	940	701	13 738	22 275	7 660	13 056	18 928	6 138	84 265
2015	175	734	1 000	761	14 790	23 862	8 342	12 910	20 413	6 462	89 449
2016	189	781	1 022	826	16 463	25 166	9 108	14 519	21 328	6 591	95 994

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2012-2016


Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

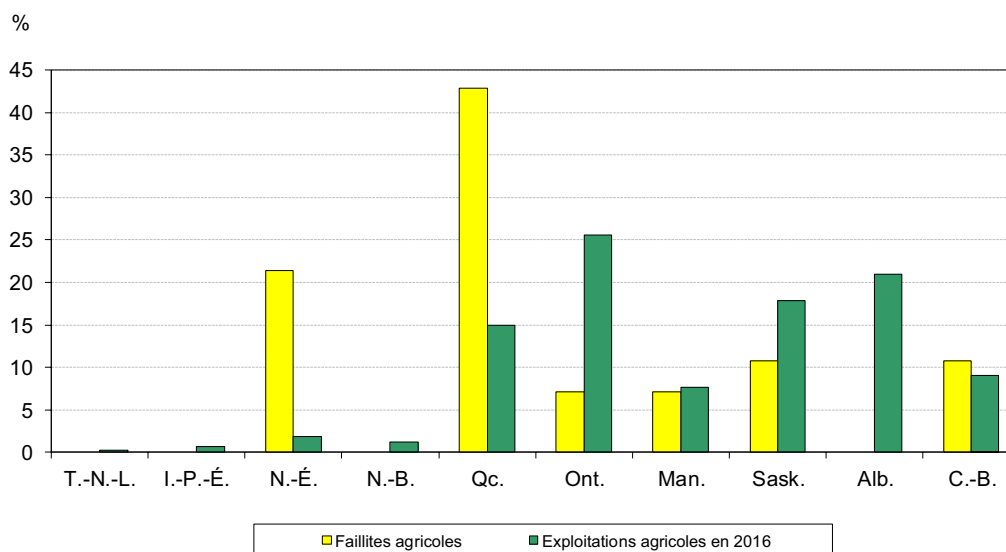
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 2004-2017

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./ Yn/Nu	Canada
2004	0	6	3	2	31	34	27	65	56	3	0	227
2005	0	3	0	2	35	26	26	75	62	6	0	235
2006	0	6	1	2	38	29	36	79	16	8	0	215
2007	1	3	1	3	29	21	14	50	15	1	0	138
2008	0	1	3	2	20	31	22	34	6	6	2	127
2009	0	5	3	1	27	22	14	13	5	1	0	91
2010	1	1	0	1	25	15	6	3	6	2	0	60
2011	3	6	3	1	16	18	5	13	1	1	0	67
2012	0	1	2	2	14	12	7	3	3	2	0	46
2013	2	2	3	0	13	18	13	5	5	2	0	63
2014	0	1	0	0	14	3	2	1	1	3	0	25
2015	0	0	0	1	10	2	0	3	3	1	0	20
2016	0	0	6	0	11	2	2	3	0	3	0	27
2016 (janv.-juil.)	0	2	0	0	4	1	0	3	0	3	0	13
2017 (janv.-juil.)	0	1	2	3	10	0	1	1	0	0	0	18

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note : La définition d'une exploitation agricole est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par rapport au nombre d'exploitations agricoles par province, 2016

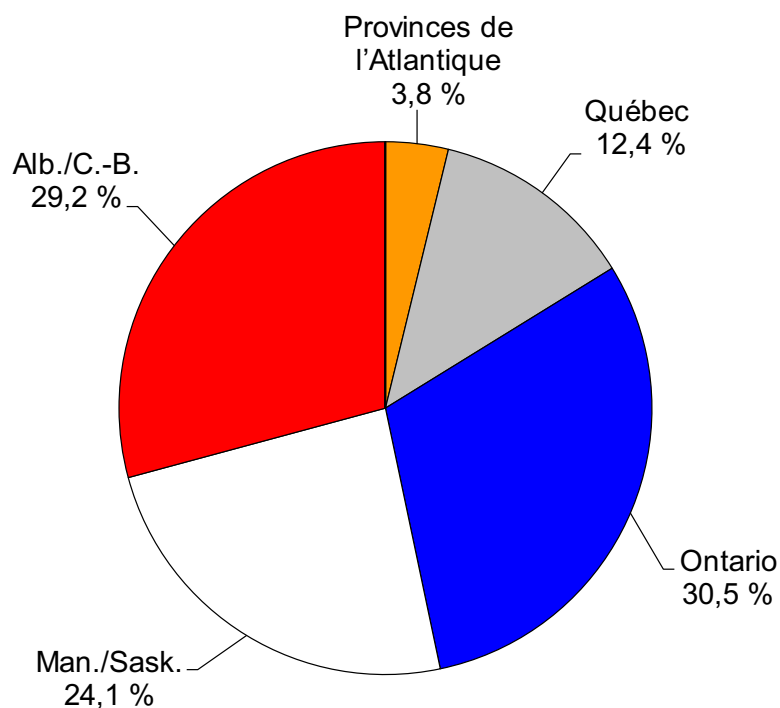


Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada - Recensement de l'agriculture, 2016.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2011-2012 à 2016-2017

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Nombre total de prêts	126 496	147 696	149 130	147 230	143 700	143 952
Montant total des prêts (en millions de \$)	23 202,3	25 133,3	26 205,0	27 309,1	28 655,7	31 220,7
Nombre de prêts approuvés	45 578	47 046	46 288	47 178	46 796	49 352
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	7 114,8	7 746,2	7 699,6	8 590,5	9 152,3	11 170,6
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	156 150	162 406	163 649	178 825	191 689	221 492

Source : Financement agricole Canada - Services financiers et rapports.

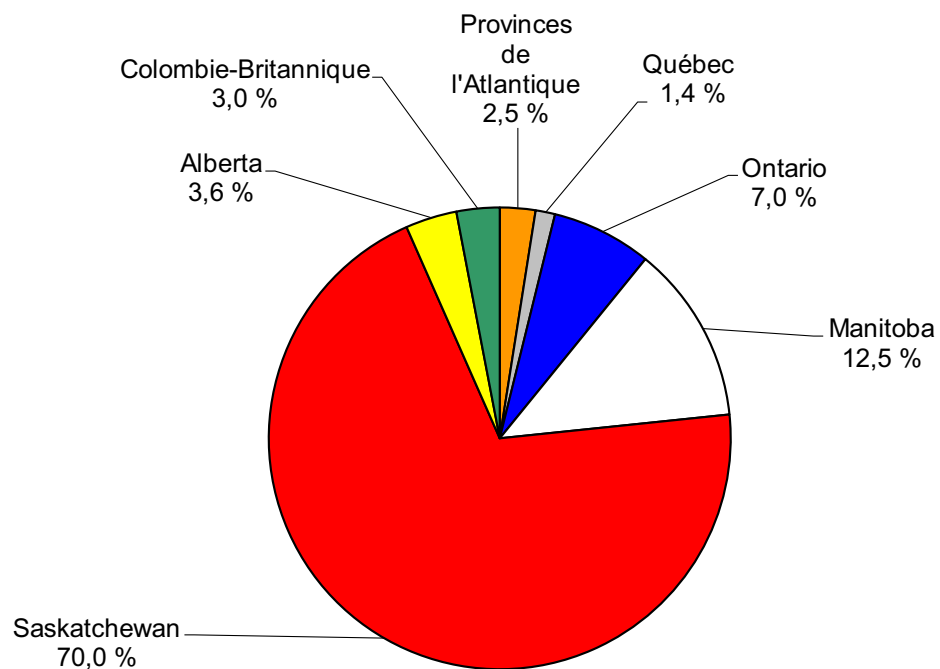
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2017


Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, 2009-2010 à 2016-2017

	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	2 524	2 382	2 311	1 823	1 747	1 569	1 414	1 321
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	127 173	137 337	131 582	107 177	113 286	100 941	92 960	94 889
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	50 386	57 657	56 937	58 792	64 846	64 335	65 743	71 831

Source : Loi canadienne sur les prêts agricoles, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, exercice 2016-2017

Source : Loi canadienne sur les prêts agricoles, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2011-2015

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
CANADA									
Actif agricole									
- 2011	3 759	1 548	2 834	5 819	1 972	1 920	4 529	2 302	2 279
- 2013	4 608	1 947	3 573	6 722	2 024	1 999	5 920	2 955	2 807
- 2015	5 282	2 472	4 005	7 004	2 619	2 591	6 326	3 538	3 413
Passif agricole									
- 2011	998	238	944	1 172	450	376	1 338	328	412
- 2013	1 257	292	962	1 246	588	329	1 565	427	513
- 2015	1 518	374	1 096	1 185	637	459	1 739	487	604
Avoir net									
- 2011	2 761	1 309	1 890	4 648	1 522	1 544	3 191	1 973	1 867
- 2013	3 351	1 656	2 610	5 476	1 436	1 670	4 355	2 528	2 294
- 2015	3 764	2 098	2 909	5 819	1 982	2 132	4 587	3 050	2 809
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	122	35	113	156	56	42	229	86	75
- 2013	134	32	88	149	60	77	233	113	88
- 2015	161	65	164	121	47	107	237	122	102
ATLANTIQUE									
Actif agricole									
- 2011	3 292	732	1 418	3 878	1 186	856	3 667	1 187	1 822
- 2013	3 553	936	1 200	5 224	1 375	1 010	4 004	1 506	2 148
- 2015	4 244	1 077	x	4 706	1 275	1 245	4 338	1 719	2 409
Passif agricole									
- 2011	1 030	77	776	1 082	258	190	1 127	398	502
- 2013	1 035	147	x	1 421	260	188	1 335	318	597
- 2015	1 216	161	x	1 232	308	225	1 337	373	661
Avoir net									
- 2011	2 262	656	643	2 797	928	666	2 540	789	1 320
- 2013	2 518	789	733	3 802	1 116	822	2 669	1 188	1 550
- 2015	3 028	915	x	3 474	967	1 019	3 002	1 346	1 748
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	53
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	65
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	74

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0072 - Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); Tableau 002-0074 - Enquête financière sur les fermes, achats d'immobilisations et ventes d'immobilisations des exploitations agricoles, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); et estimations non publiées.

Note : La méthodologie a changé. Veuillez voir l'explication à la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2011-2015

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
	- Dollars par exploitation -								
QUÉBEC									
Actif agricole									
- 2011	2 671	830	1 531	5 692	1 370	1 520	2 530	1 966	1 844
- 2013	3 142	1 014	1 899	5 890	1 708	1 877	3 006	2 501	2 187
- 2015	3 973	1 301	2 131	5 944	2 121	2 477	3 301	2 938	2 684
Passif agricole									
- 2010	835	184	683	1 198	401	339	718	363	494
- 2011	938	250	693	1 243	447	392	568	505	579
- 2013	1 302	290	766	1 019	647	531	1 093	504	708
Avoir net									
- 2011	1 836	647	848	4 494	969	1 181	1 812	1 603	1 350
- 2013	2 204	764	1 206	4 646	1 262	1 485	2 438	1 996	1 608
- 2015	2 670	1 011	1 364	4 926	1 474	1 947	2 208	2 434	1 976
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	56
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	51
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	70
ONTARIO									
Actif agricole									
- 2011	4 310	1 375	3 423	6 286	1 953	2 124	x	2 038	2 429
- 2013	5 659	1 949	4 302	7 520	1 798	2 216	7 529	2 391	2 975
- 2015	5 889	2 695	4 681	8 007	2 364	2 913	5 591	2 918	3 681
Passif agricole									
- 2011	865	194	1 070	1 215	431	323	x	273	428
- 2013	1 445	287	1 055	1 175	647	310	1 548	282	550
- 2015	1 441	426	1 319	1 212	593	479	983	376	654
Avoir net									
- 2011	3 445	1 181	2 352	5 071	1 522	1 801	3 532	1 766	2 001
- 2013	4 215	1 662	3 246	6 345	1 151	1 906	5 981	2 109	2 425
- 2015	4 448	2 269	3 363	6 795	1 771	2 434	4 607	2 542	3 028
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	68
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	83
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	98

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0072 - Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); Tableau 002-0074 - Enquête financière sur les fermes, achats d'immobilisations et ventes d'immobilisations des exploitations agricoles, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); et estimations non publiées.

Note : La méthodologie a changé. Veuillez voir l'explication à la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2011-2015

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
MANITOBA									
Actif agricole									
- 2011	4 884	975	6 354	4 033	x	x	12 786	2 454	2 168
- 2013	6 323	1 308	8 113	4 659	x	x	16 222	3 064	2 737
- 2015	8 363	1 638	11 869	5 850	x	x	23 995	3 404	3 279
Passif agricole									
- 2011	1 779	145	2 146	992	x	x	3 373	392	415
- 2013	2 307	250	2 117	878	x	x	4 820	453	496
- 2015	3 274	266	1 984	999	x	x	6 907	466	553
Avoir net									
- 2011	3 105	830	4 208	3 041	x	x	9 414	2 061	1 754
- 2013	4 016	1 058	5 995	3 780	x	x	11 403	2 611	2 241
- 2015	5 089	1 372	9 885	4 851	x	x	17 088	2 939	2 726
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	79
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	100
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	111
SASKATCHEWAN									
Actif agricole									
- 2011	6 067	1 219	x	x	x	x	x	2 065	1 879
- 2013	6 560	1 615	x	x	x	x	x	2 635	2 395
- 2015	9 334	2 045	x	7 806	x	x	x	3 321	2 990
Passif agricole									
- 2011	2 556	232	x	x	x	x	x	305	299
- 2013	2 537	232	x	x	x	x	x	417	384
- 2015	x	261	x	1 512	x	x	x	467	417
Avoir net									
- 2011	3 512	987	x	x	x	x	x	1 760	1 580
- 2013	4 023	1 383	x	x	x	x	x	2 218	2 011
- 2015	6 673	1 784	x	6 294	x	x	x	2 854	2 573
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	83
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	102
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	119

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0072 - Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); Tableau 002-0074 - Enquête financière sur les fermes, achats d'immobilisations et ventes d'immobilisations des exploitations agricoles, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); et estimations non publiées.

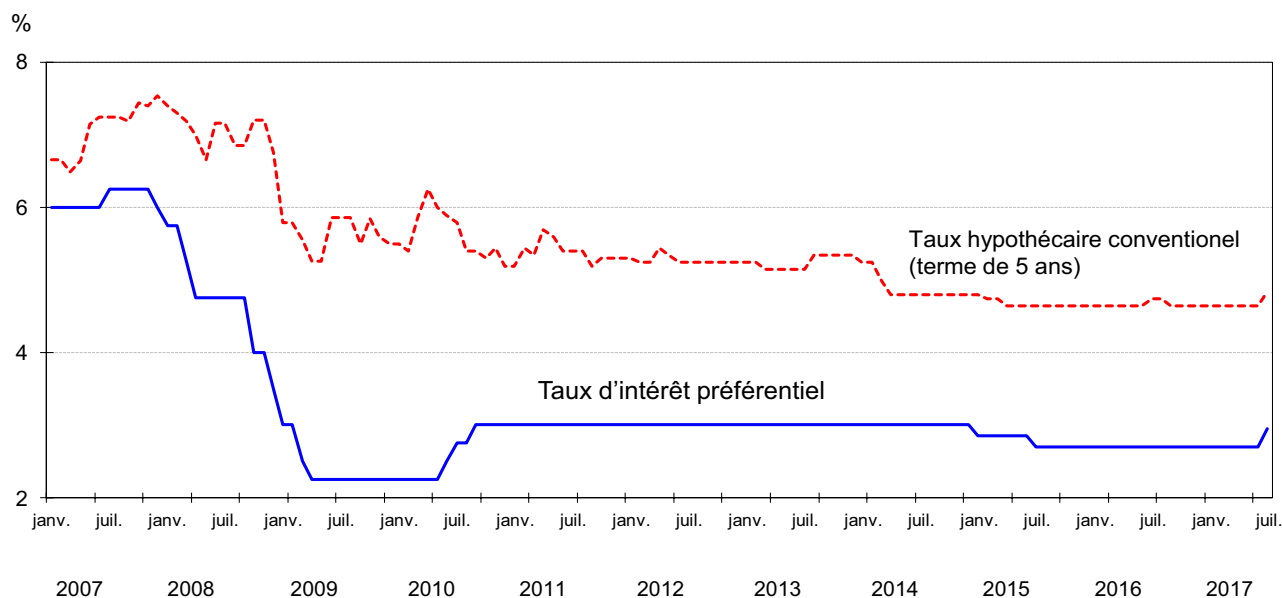
Note : La méthodologie a changé. Veuillez voir l'explication à la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2011-2015

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
ALBERTA									
Actif agricole									
- 2011	7 601	2 195	6 399	6 160	x	1 517	6 780	3 019	2 745
- 2013	8 809	2 550	x	7 954	x	x	11 266	4 229	3 459
- 2015	10 127	3 206	x	9 830	x	3 602	10 747	4 866	4 085
Passif agricole									
- 2011	1 917	302	804	1 111	x	115	2 025	385	367
- 2013	2 155	364	x	2 298	x	x	2 630	564	495
- 2015	3 290	489	939	2 053	x	x	3 106	643	595
Avoir net									
- 2011	5 684	1 893	5 595	5 049	x	1 402	4 755	2 634	2 378
- 2013	6 654	2 186	x	5 656	x	x	8 636	3 666	2 964
- 2015	6 837	2 717	x	7 777	651	3 163	7 641	4 223	3 491
Nouveaux investissements (nets)									
- 2010	x	x	x	x	x	x	x	x	91
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	108
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	119
COLOMBIE-BRITANNIQUE									
Actif agricole									
- 2011	9 470	2 453	x	5 618	2 600	2 682	4 125	1 510	3 296
- 2013	9 587	2 266	x	6 864	2 527	2 293	x	2 367	3 566
- 2015	11 781	2 510	x	6 312	3 778	2 320	x	4 089	4 506
Passif agricole									
- 2011	2 482	394	x	983	560	x	x	221	712
- 2013	2 103	250	x	1 099	735	355	x	602	748
- 2015	2 723	274	x	1 094	837	362	x	694	903
Avoir net									
- 2011	6 988	2 059	x	4 635	2 040	1 919	x	1 289	2 584
- 2013	7 484	2 017	x	5 765	1 792	1 939	x	1 766	2 818
- 2015	9 059	2 236	x	5 218	2 942	1 958	x	3 395	3 603
Nouveaux investissements (nets)									
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	68
- 2013	x	x	x	x	x	x	x	x	84
- 2015	x	x	x	x	x	x	x	x	96

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0072 - Enquête financière sur les fermes, structure financière selon les types d'exploitations, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); Tableau 002-0074 - Enquête financière sur les fermes, achats d'immobilisations et ventes d'immobilisations des exploitations agricoles, moyenne par ferme (revenu agricole brut égal ou supérieur à 25 000 \$); et estimations non publiées.

Note : La méthodologie a changé. Veuillez voir l'explication à la page 31.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2007-2017


Source : Banque du Canada.

Tableau B.7 : Dépenses d'exploitation agricole net totales, Canada, 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016
	(000 \$)				
Carburant et réparations liées à la machinerie	5 174 395	5 343 466	5 604 572	5 192 437	5 043 701
Aliments achetés	6 024 612	6 132 933	6 054 284	6 172 776	6 283 745
Salaires en espèces, gîte et couvert	4 782 846	4 959 202	5 103 762	5 250 125	5 405 915
Engrais et chaux	5 283 737	5 074 142	4 994 093	5 254 985	4 961 685
Intérêts	2 489 117	2 670 021	2 826 750	2 854 567	2 998 167
Loyer	1 959 670	2 151 982	2 153 005	2 285 714	2 430 416
Pesticides	2 434 772	2 654 670	2 617 776	2 690 597	2 900 925
Achats de bétail	1 540 936	1 484 559	2 197 451	2 519 722	1 823 074
Semences	2 173 099	2 288 221	2 343 100	2 446 712	2 506 566
Réparations des bâtiments et clôtures	869 743	884 022	916 834	961 712	986 410
Électricité	852 840	889 577	923 450	944 848	984 701
Impôts fonciers	510 829	547 333	555 892	582 903	609 976
Assurance-récolte et grêle	1 057 830	1 158 437	980 838	925 742	1 017 933
Assurance commerciale	883 780	917 970	948 825	1 004 133	1 055 725
Insémination et vétérinaire	731 985	739 233	773 100	789 931	805 602
Amortissement	6 100 527	6 346 933	6 594 616	6 948 279	7 016 566
Autres*	4 634 153	4 768 657	4 968 036	4 959 607	5 098 524
Dépenses totales après rabais	47 504 871	49 011 358	50 556 384	51 784 790	51 929 631

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement.

Note : Les données sur les dépenses afférentes à l'achat d'intrants tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent avoir été arrondies.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole et Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole, selon la catégorie d'actifs

Les renseignements concernant l'actif agricole et les différentes catégories d'actifs proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0020).

Tableau B.2 : Encours de la dette agricole totale et Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole totale selon la catégorie de prêteurs

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0008).

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites illustrent qu'un faible nombre d'agriculteurs abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières.

Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant des prêts en cours de FAC

Les données de FAC sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA) et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles

Les données portent sur : 1) les nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); 2) les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA. Toutes les données ont été fournies par l'administration de la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, selon le type d'exploitation

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type d'exploitation proviennent de l'Enquête financière sur les fermes (EFF). L'EFF est réalisée par Statistique Canada tous les deux ans, pour le compte d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts dépassent 25 000 \$. Auparavant, les exploitations agricoles ayant des revenus agricoles bruts de 10 000 \$ et plus étaient incluses dans l'EFF. Toutefois, depuis l'année de référence 2013, la nouvelle définition s'applique. Dans ce tableau, les données de 2011 ont été modifiées en fonction de la nouvelle définition.

Les nouveaux investissements nets représentent l'investissement de capitaux bruts desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation.

Graphique B.6 : Le taux hypothécaire conventionnel et le taux d'intérêt préférentiel

Le taux hypothécaire conventionnel de cinq ans et le taux d'intérêt préférentiel reporté par la Banque du Canada.

Tableau B.7 : Total des dépenses agricoles nettes

Les dépenses agricoles n'incluent pas les remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts liés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée, veuillez consulter la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue.



SECTION C

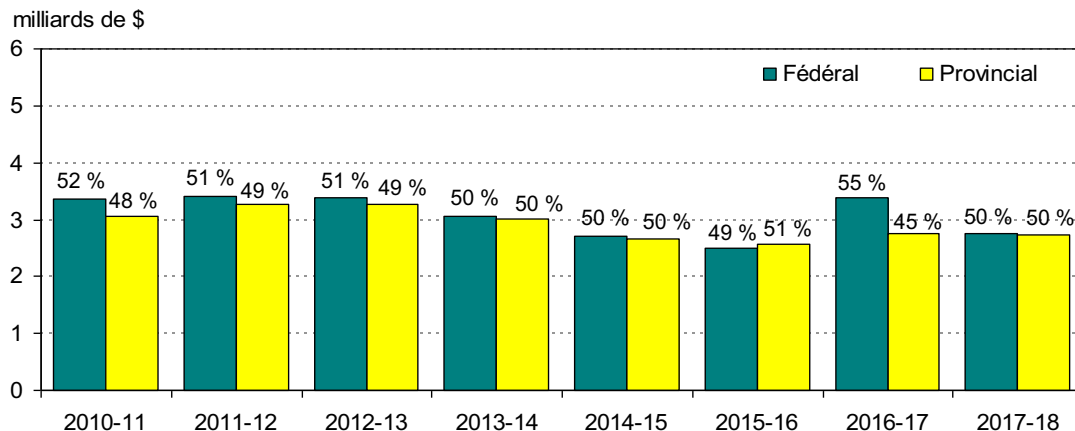
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2010-2011 à 2017-2018

		2010-2011	2011-2012	2012-2011	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	9 961	11 839	12 152	11 539	10 099	8 918	12 439	11 472
	Provincial	20 409	21 728	20 452	23 478	20 117	20 750	20 326	22 213
	% Féd	32,80	35,27	37,27	32,95	33,42	30,06	37,97	34,06
Î.-P.-É.	Fédéral	42 124	41 838	36 957	43 680	34 046	38 073	37 206	37 359
	Provincial	32 854	37 670	30 719	29 247	29 818	27 849	28 209	29 886
	% Féd	56,18	52,62	54,61	59,90	53,31	57,76	56,88	55,56
N.-É.	Fédéral	35 968	33 706	35 079	32 729	30 708	31 503	47 991	40 279
	Provincial	55 679	52 736	56 265	60 376	71 744	60 018	63 082	60 891
	% Féd	39,25	38,99	38,40	35,15	29,97	34,42	43,21	39,81
N.-B.	Fédéral	39 786	44 560	43 302	32 366	29 942	29 690	35 285	33 818
	Provincial	27 206	27 855	29 669	27 982	23 920	21 276	20 528	20 089
	% Féd	59,39	61,53	59,34	53,63	55,59	58,25	63,22	62,73
Qc.	Fédéral	501 983	404 951	429 304	366 478	330 251	285 325	352 129	314 587
	Provincial	1 058 292	997 123	947 560	904 946	694 201	634 342	718 815	704 572
	% Féd	32,17	28,88	31,18	28,82	32,24	31,02	32,88	30,87
Ont.	Fédéral	612 762	603 023	551 069	599 870	491 910	467 591	548 046	477 975
	Provincial	387 437	545 801	604 721	546 109	475 866	534 232	545 596	539 955
	% Féd	61,26	52,49	47,68	52,35	50,83	46,67	50,11	46,96
Man.	Fédéral	394 011	504 879	421 950	359 148	343 123	314 613	295 978	322 458
	Provincial	323 609	366 422	299 946	268 049	270 715	239 266	240 616	248 639
	% Féd	54,91	57,95	58,45	57,26	55,90	56,80	55,16	56,46
Sask.	Fédéral	856 460	906 943	992 322	770 401	648 713	615 837	1 120 153	686 041
	Provincial	469 331	455 919	538 170	430 426	397 542	359 949	356 759	394 411
	% Féd	64,60	66,55	64,84	64,16	62,00	63,11	75,84	63,50
Alb.	Fédéral	700 472	700 165	700 801	707 658	632 345	592 891	776 418	690 159
	Provincial	632 842	680 469	666 297	650 188	607 532	601 320	676 212	626 037
	% Féd	52,54	50,71	51,26	52,12	51,00	49,65	53,45	52,44
C.-B.	Fédéral	158 916	145 612	142 812	104 338	132 326	96 661	124 706	115 119
	Provincial	64 327	78 467	71 480	77 615	82 996	72 003	76 909	70 413
	% Féd	71,19	64,98	66,64	57,34	61,45	57,31	61,85	62,05
Autres	Fédéral	21 110	22 240	22 254	22 556	23 703	23 456	27 435	26 990
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 373 553	3 419 756	3 388 002	3 050 763	2 707 166	2 504 558	3 377 786	2 756 257
	Provincial	3 071 986	3 264 189	3 265 279	3 018 415	2 674 452	2 571 006	2 747 053	2 717 105
	% Féd.	52,34	51,16	50,92	50,27	50,30	49,35	55,15	50,36

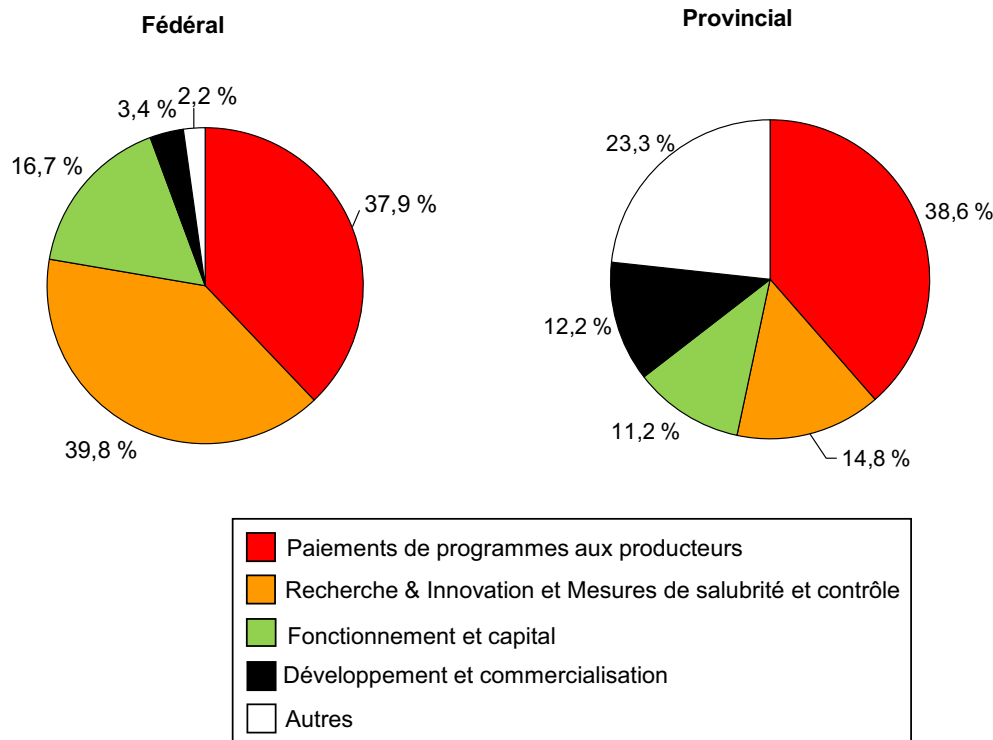
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2010-2011 à 2017-2018

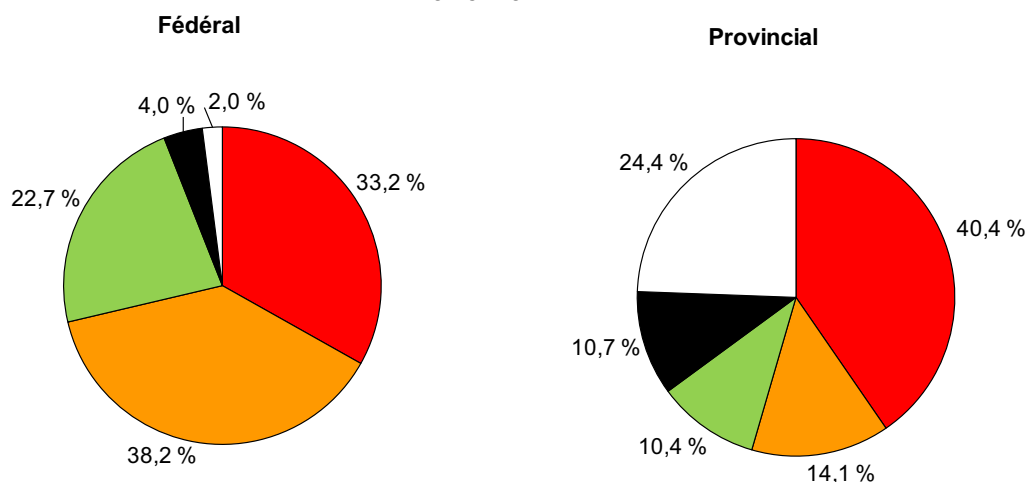


Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale
2017-2018



2016-2017



Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Paiements de programmes aux producteurs Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, la réduction des coûts, les programmes d'assurance production et d'indemnisation et l'aide au financement.

Recherche & Innovation et Mesures de salubrité et contrôle Comprend les dépenses d'administration (par ex, les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital Comprend les dépenses des services d'administration générale et de gestion, de politiques, d'information et de soutien statistique.

Développement et commercialisation Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et commerce internationale.

Autres Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux, et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	752 147	773 841	764 162	765 415	1 570 646	1 443 781	1 740 194	1 273 903
B. Dépenses de capital	81 192	74 715	89 983	85 128	46 445	84 082	100 923	142 935
C. Dépenses de programmes	1 721 299	1 627 789	1 886 961	1 786 800	1 347 485	1 234 105	1 652 814	1 633 913
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	579 148	465 413	671 862	628 174	366 783	315 202	523 785	383 218
c.2 Réduction de coûts	5 060	6 996	10 508	12 144	172	1 160	737	99 690
c.3 Assurance et indemnisation	461 427	476 857	538 311	480 359	540 812	530 120	628 653	594 176
c.4 Aide au financement	44 524	35 547	52 245	54 050	17 521	-31 879	5 148	79 009
c.5 Entreposage et transport	135	595	36	-	5 489	6 840	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	19 690	23 944	20 670	582	684	801	2 335	866
c.7 Recherche	139 143	161 635	140 635	171 717	111 802	112 563	122 001	127 058
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	41 685	45 352	42 404	46 974	54 015	53 385	90 283	49 930
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	21 242	21 242	22 841	23 453
c.10 Marketing et commercialisation	48 480	35 166	33 191	61 754	40 635	31 291	47 508	35 771
c.11 Développement rural et régional	116 621	105 776	103 293	108 798	30 736	38 682	48 565	36 713
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	80 966	89 746	62 909	47 585	106 084	118 167	116 518	160 975
c.13 Enseignement	135 469	135 809	134 955	131 899	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	48 951	44 953	75 942	42 764	51 510	36 531	44 440	43 054
D. Dépenses fiscales	388 906	397 224	409 006	407 704	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	2 943 544	2 873 569	3 150 112	3 045 047	2 964 576	2 761 968	3 493 931	3 050 751
Recouvrements	-269 092	-302 563	-403 059	-327 942	-257 410	-257 410	-116 145	-294 494
Total, dépenses nettes	2 674 452	2 571 006	2 747 053	2 717 105	2 707 166	2 504 558	3 377 786	2 756 257
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	9 454	10 323	10 886	11 361	4 166	3 553	3 504	2 910
B. Dépenses de capital	1 808	1 655	988	1 296	115	198	225	323
C. Dépenses de programmes	8 855	8 772	8 452	9 556	6 453	5 773	8 969	8 896
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	231	101	1 107	697	562	591	2 072	2 742
c.2 Réduction de coûts	2 545	3 485	5 164	6 816	-	-	-	220
c.3 Assurance et indemnisation	20	31	26	10	30	44	39	24
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	12	104	173	142
c.5 Entreposage et transport	97	558	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	-	2
c.7 Recherche	-	-	-13	-	184	175	158	188
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	297	488	129	-	326	395	920	50
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 968	737	250	244	516	18	595	73
c.11 Développement rural et régional	773	683	410	350	2 188	2 039	2 251	2 743
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	1 130	1 104	-	-	2 482	2 238	2 482	2 524
c.13 Enseignement	1 163	1 177	1 189	1 239	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	631	408	190	200	153	169	279	188
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	20 117	20 750	20 326	22 213	10 734	9 524	12 698	12 129
Recouvrements	-	-	-	-	-635	-606	-259	-657
Total, dépenses nettes	20 117	20 750	20 326	22 213	10 099	8 918	12 439	11 472

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	6 620	7 906	7 325	7 035	13 892	12 050	11 740	10 737
B. Dépenses de capital	-	-	-	-	408	696	809	1 140
C. Dépenses de programmes	21 375	17 975	18 916	20 883	22 008	27 460	25 589	27 845
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 865	2 313	3 011	4 007	3 428	5 879	5 826	4 773
c.2 Réduction de coûts	7	145	124	150	230	357	254	1 136
c.3 Assurance et indemnisation	8 183	5 288	5 594	7 177	8 828	7 621	7 732	7 573
c.4 Aide au financement	152	179	226	230	759	874	1 963	3 215
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	2	9	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	260	264	264	264	34	81	64	7
c.7 Recherche	503	887	845	800	2 383	1 179	1 165	1 326
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	375	2 847	1 772	1 671	1 249	2 936	566	1 571
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 754	670	1 199	1 295	972	119	988	733
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 674	5 727	4 218	4 282
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	-	-	-	-	-	2 072	2 267	2 557
c.13 Enseignement	4 264	4 310	4 839	4 424	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	1 012	1 072	1 042	865	1 449	606	546	672
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	29 963	27 849	28 209	29 886	36 308	40 206	38 138	39 722
Recouvrements	-145	-	-	-	-2 262	-2 133	-932	-2 363
Total, dépenses nettes	29 818	27 849	28 209	29 886	34 046	38 073	37 206	37 359
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	12 428	12 144	12 045	13 079	16 731	14 498	13 686	12 202
B. Dépenses de capital	744	967	949	1 153	495	866	983	1 383
c. Dépenses de programmes	57 252	45 590	48 768	49 779	16 228	18 788	34 454	29 563
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	15 546	4 938	4 949	4 593	9 694	7 254	22 965	16 539
c.2 Réduction de coûts	887	449	1 504	2 470	-1	820	562	1 758
c.3 Assurance et indemnisation	713	707	1 103	591	1 179	1 641	1 695	711
c.4 Aide au financement	1 139	636	4 199	827	134	1 241	625	1 715
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	1	4	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	109	103	113	120	15	-	134	8
c.7 Recherche	1 153	461	1 041	2 096	1 022	860	1 805	1 068
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	4 555	4 804	1 178	2 193	624	792	170	633
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 266	1 875	2 397	2 666	841	419	1 220	572
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	1 048	3 492	3 200	3 401
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	340	2 826	2 904	2 622	1 539	2 139	1 926	2 953
c.13 Enseignement	26 816	26 300	26 365	26 379	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	3 728	2 491	3 015	5 222	132	126	152	205
D. Dépenses fiscales	1 320	1 320	1 320	1 320	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	71 744	60 021	63 082	65 331	33 454	34 152	49 123	43 148
Recouvrements	-	-3	-	-4 440	-2 746	-2 649	-1 132	-2 869
Total, dépenses nettes	71 744	60 018	63 082	60 891	30 708	31 503	47 991	40 279

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	12 483	13 277	12 543	9 770	15 602	13 958	13 881	12 728
B. Dépenses de capital	1 155	1 305	1 528	1 108	472	844	1 011	1 438
C. Dépenses de programmes	8 647	6 003	6 085	7 855	16 487	17 472	21 557	22 603
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 910	2 320	2 220	3 462	3 311	2 737	2 700	4 326
c.2 Réduction de coûts	273	4	-	-	-	-	-	989
c.3 Assurance et indemnisation	1 669	1 532	1 377	2 148	2 646	2 366	2 165	1 900
c.4 Aide au financement	-570	-578	-488	-540	329	380	236	1 433
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	1	5	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	1	-	53	10	44	9
c.7 Recherche	753	748	939	812	1 863	747	973	1 042
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	407	369	387	563	938	1 227	722	1 308
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	140	144	143	360	259	164	490	487
c.11 Développement rural et régional	452	-	-	-	5 188	6 689	11 237	7 247
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	863	765	787	835	1 187	2 311	2 282	2 946
c.13 Enseignement	2 038	-	-	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	712	699	719	215	712	836	708	916
D. Dépenses fiscales	1 738	1 946	1 924	1 924	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	24 023	22 531	22 080	20 657	32 561	32 274	36 449	36 769
Recouvrements	-103	-1 255	-1 552	-568	-2 619	-2 584	-1 164	-2 951
Total, dépenses nettes	23 920	21 276	20 528	20 089	29 942	29 690	35 285	33 818
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	191 643	180 317	182 483	182 558	228 770	200 956	197 820	179 412
B. Dépenses de capital	14 350	23 524	15 509	18 456	6 878	12 110	14 409	20 483
C. Dépenses de programmes	404 620	342 987	435 619	415 088	132 719	109 332	156 482	156 737
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	200 963	150 128	270 511	257 477	51 975	35 902	67 251	34 480
c.2 Réduction de coûts	381	355	570	280	-	-	-	13 980
c.3 Assurance et indemnisation	14 558	14 533	13 366	13 767	21 534	20 182	20 078	20 410
c.4 Aide au financement	24 267	20 669	15 625	21 598	1 057	-12 043	-2 029	6 466
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	54	256	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	19 367	23 443	20 402	260	164	175	416	124
c.7 Recherche	24 485	33 626	23 395	27 193	16 436	20 032	18 149	19 512
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	17 826	21 613	19 142	18 732	4 810	4 332	5 016	7 210
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	9 189	8 356	10 394	8 008	6 211	5 662	7 536	3 343
c.11 Développement rural et régional	7 104	6 199	7 010	10 720	6 728	10 910	17 185	12 488
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	40 090	21 450	15 175	21 577	11 275	11 670	9 174	25 316
c.13 Enseignement	20 989	21 344	22 038	19 432	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	25 401	21 271	17 991	16 044	12 475	12 254	13 706	13 408
D. Dépenses fiscales	83 588	87 514	85 204	88 470	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	694 201	634 342	718 815	704 572	368 367	322 398	368 711	356 632
Recouvrements	-	-	-	-	-38 116	-37 073	-16 582	-42 045
Total, dépenses nettes	694 201	634 342	718 815	704 572	330 251	285 325	352 129	314 587

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	154 436	153 624	152 908	159 580	350 798	309 376	308 926	277 419
B. Dépenses de capital	15 500	15 475	15 110	5 000	10 577	18 759	22 241	31 395
C. Dépenses de programmes	328 922	387 080	396 682	398 951	189 157	196 887	242 475	234 061
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	162 334	173 654	179 079	188 470	54 687	93 701	108 395	59 799
c.2 Réduction de coûts	-	-	-	-	-6	-1	-12	21 495
c.3 Assurance et indemnisation	38 895	35 410	31 374	36 089	51 661	45 101	45 683	46 785
c.4 Aide au financement	614	188	916	13 018	-2 125	-27 659	-3 138	10 020
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	518	518	1 452	1 452
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	317	317	-	-	90	179	657	191
c.7 Recherche	55 708	62 747	62 273	63 985	28 722	25 876	34 364	34 081
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	15 000	14 357	13 550	17 226	12 310	13 846	10 948	4 862
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	4 608	16 367	13 185	43 076	13 105	9 549	11 849	9 584
c.11 Développement rural et régional	9 462	6 667	16 322	9 667	1 748	2 080	666	1 307
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	35 594	70 679	48 287	18 045	12 619	21 398	15 852	33 525
c.13 Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	6 390	6 694	31 696	9 375	15 032	11 853	17 211	12 412
D. Dépenses fiscales	35 018	34 803	34 907	34 870	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	533 876	590 982	599 607	598 401	550 532	525 022	573 642	542 875
Recouvrements	-58 010	-56 750	-54 011	-58 446	-58 623	-57 431	-25 596	-64 900
Total, dépenses nettes	475 866	534 232	545 596	539 955	491 909	467 591	548 046	477 975
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	44 789	46 061	40 870	42 881	157 903	195 207	138 380	126 850
B. Dépenses de capital	1 024	484	490	866	4 632	8 489	10 027	14 244
C. Dépenses de programmes	141 024	107 412	108 705	111 310	206 257	136 903	159 111	210 624
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	54 946	18 771	32 986	34 015	63 587	9 856	29 968	44 914
c.2 Réduction de coûts	267	1 150	500	-	-13	-1	-10	9 890
c.3 Assurance et indemnisation	55 408	55 549	55 728	56 907	88 080	81 429	80 819	84 173
c.4 Aide au financement	-	-	-592	-	14 092	5 819	8 933	28 553
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	3 024	2 243	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	38	100	151	86
c.7 Recherche	1 537	1 373	2 019	2 115	16 597	14 568	14 588	17 392
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	52	466	505	976	2 921	790	3 733	2 235
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 149	1 060	-	350	3 366	4 356	5 236	4 347
c.11 Développement rural et régional	13 797	16 247	-	-	802	1 772	1 138	784
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	334	804	4 720	5 370	12 264	14 260	13 258	15 840
c.13 Enseignement	12 848	11 321	12 316	11 454	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	686	671	523	123	1 499	1 711	1 297	2 410
D. Dépenses fiscales	87 682	88 604	94 480	97 523	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	274 519	242 561	244 545	252 580	368 792	340 599	307 518	351 718
Recouvrements	-3 804	-3 295	-3 929	-3 941	-25 669	-25 986	-11 540	-29 260
Total, dépenses nettes	270 715	239 266	240 616	248 639	343 123	314 613	295 978	322 458

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	88 420	102 626	92 810	101 311	348 640	312 105	666 707	293 670
B. Dépenses de capital	2 874	1 920	1 081	1 776	10 248	19 235	23 465	33 026
C. Dépenses de programmes	321 410	300 573	402 094	352 699	346 624	343 384	456 985	427 816
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	69 190	60 444	86 292	71 961	67 086	93 595	143 097	86 473
c.2 Réduction de coûts	59	49	31	128	-30	-13	-34	22 810
c.3 Assurance et indemnisation	135 076	129 293	172 348	141 625	196 325	187 287	246 122	222 403
c.4 Aide au financement	625	1 603	20 687	6 370	935	-4 319	-4 797	14 962
c.5 Entreposage et transport	38	37	36	-	346	2 196	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	300	300	300	300	97	47	305	201
c.7 Recherche	24 641	34 386	40 552	41 989	20 154	19 892	21 112	23 288
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	6 415	6 695	7 544	7 440	5 369	5 769	7 219	7 746
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 284	984	918	2 085	5 143	4 639	5 597	8 260
c.11 Développement rural et régional	69 498	60 100	64 999	71 265	6 549	3 521	2 187	2 919
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	13 447	5 215	6 811	7 500	33 892	28 414	29 443	34 746
c.13 Enseignement	10	10	10	10	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	827	1 457	1 566	2 026	10 758	2 356	6 734	4 008
D. Dépenses fiscales	109 733	109 795	111 865	109 788	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	522 437	514 914	607 850	565 574	705 512	674 724	1 147 157	754 512
Recouvrements	-124 895	-154 965	-251 091	-171 163	-56 799	-58 887	-27 004	-68 471
Total, dépenses nettes	397 542	359 949	356 759	394 411	648 713	615 837	1 120 153	686 041
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	194 428	207 386	213 940	198 017	353 116	309 089	312 211	291 949
B. Dépenses de capital	38 050	28 900	53 885	55 028	10 167	18 435	22 413	31 945
C. Dépenses de programmes	398 041	389 300	432 778	399 289	325 408	321 804	467 587	431 665
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	56 264	39 008	78 670	49 735	94 544	67 978	126 386	117 798
c.2 Réduction de coûts	-	-	-	-	-9	-2	-21	22 241
c.3 Assurance et indemnisation	199 816	237 617	260 576	225 245	158 466	170 671	209 643	197 254
c.4 Aide au financement	18 297	12 851	11 672	12 547	810	2 980	2 056	9 559
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	530	1 148	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-750	-570	-497	-449	86	111	301	192
c.7 Recherche	29 679	26 332	9 664	32 786	19 035	22 785	23 810	22 492
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	-5 089	-7 413	-8 407	-3 108	11 428	18 455	58 394	18 844
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	20 890	1 711	-1 341	1 670	6 991	5 023	7 322	5 691
c.11 Développement rural et régional	13 035	13 030	12 515	12 595	2 801	1 239	5 308	1 000
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	-10 831	-13 623	-16 075	-8 363	25 782	25 660	31 483	29 048
c.13 Enseignement	67 341	71 347	68 198	68 962	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	9 389	9 010	17 803	7 669	4 944	5 756	2 905	7 546
D. Dépenses fiscales	59 148	62 028	68 085	63 087	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	689 667	687 614	768 688	715 421	688 691	649 328	802 211	755 559
Recouvrements	-82 135	-86 294	-92 476	-89 384	-56 346	-56 437	-25 793	-65 400
Total, dépenses nettes	607 532	601 320	676 212	626 037	632 345	592 891	776 418	690 159

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	37 445	40 177	38 352	39 827	80 998	72 953	73 272	66 028
B. Dépenses de capital	5 687	486	444	444	2 453	4 450	5 338	7 556
C. Dépenses de programmes	31 153	22 095	28 859	21 389	62 471	32 881	52 239	57 112
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	14 899	13 736	13 036	13 757	17 908	-2 292	15 113	11 372
c.2 Réduction de coûts	641	1 358	2 615	2 300	-	-	-2	5 171
c.3 Assurance et indemnisation	7 090	-3 104	-3 181	-3 200	12 039	13 721	14 634	12 887
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	1 522	744	1 126	2 949
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	3	16	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	87	87	87	87	108	97	252	46
c.7 Recherche	683	1 075	-81	-60	5 332	6 347	5 751	6 554
c.8 Mesures de salubrité et contrôle	1 848	1 125	6 603	1 280	13 875	4 651	2 409	5 337
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 231	3 263	6 047	2 000	2 422	581	3 537	745
c.11 Développement rural et régional	2 500	2 850	2 036	4 200	1 009	1 214	1 175	311
c.12 Pratiques, produits et technologies innovateurs	-	525	300	-	4 890	7 802	8 124	11 316
c.13 Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	174	1 180	1 397	1 025	3 363	-	120	424
D. Dépenses fiscales	8 711	9 245	9 254	8 753	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	82 996	72 003	76 909	70 413	145 922	110 284	130 849	130 696
Recouvrements	-	-	-	-	-13 596	-13 623	-6 143	-15 577
Total, dépenses nettes	82 996	72 003	76 909	70 413	132 326	96 661	124 706	115 119

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Notes : Les données de 2016-2017 sont tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, alors que les données de 2017-2018 sont fondées sur des estimations budgétaires fédérales et provinciales.

Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation et salubrité et contrôle en soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	16 604	22 550	18 271	22 647	283 554	284 300	266 457	215 496
- capital	18 774	16 705	17 228	5 948	1 904	2 587	13 138	2 679
- programme	220 109	251 381	203 544	219 302	217 886	230 730	238 519	288 033
Total, Recherche et Innovation	255 487	290 636	239 043	247 897	503 344	517 617	518 114	506 208
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	150 969	158 545	155 108	145 918	799 144	675 618	677 085	593 385
- capital	7 010	9 351	7 163	8 433	20 609	34 774	47 948	64 468
- programme	41 685	45 352	42 404	46 974	54 015	53 385	90 283	49 930
Total, Salubrité et contrôle	199 664	213 248	204 675	201 325	873 768	763 777	815 316	707 783
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	155	925	837	965	810	776	707	482
- capital	8	35	14	32	5	6	29	6
- programme	1 130	1 104	-13	-	2 666	2 413	2 640	2 712
Total, Recherche et Innovation	1 293	2 064	838	997	3 481	3 195	3 376	3 200
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	2 496	2 587	2 158	2 421	2 048	1 641	1 592	1 324
- capital	163	90	9	5	51	82	107	144
- programme	297	488	129	-	326	395	920	50
Total, Salubrité et contrôle	2 956	3 165	2 296	2 426	2 425	2 118	2 619	1 518
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 469	2 337	2 114	1 705
- capital	-	-	-	-	17	21	105	21
- programme	503	887	845	800	2 383	3 251	3 432	3 883
Total, Recherche et Innovation	503	887	845	800	4 869	5 609	5 651	5 609
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	3 084	2 501	2 086	2 961	6 865	5 485	5 312	4 761
- capital	-	-	-	-	181	288	385	517
- programme	375	2 847	1 772	1 671	1 249	2 936	566	1 571
Total, Salubrité et contrôle	3 459	5 348	3 858	4 632	8 295	8 709	6 263	6 849

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Note : "Recherche et Innovation" comprennent les dépenses dans les catégories "Recherche" et "Pratiques, produits et technologies innovateurs".

Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation et salubrité et contrôle en soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 271	3 006	2 694	2 054
- capital	113	300	-	-	20	27	128	26
- programme	1 493	3 287	3 945	4 718	2 561	2 999	3 731	4 021
Total, Recherche et Innovation	1 606	3 587	3 945	4 718	5 852	6 032	6 553	6 101
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	2 318	2 387	2 153	2 039	8 736	7 173	6 775	5 781
- capital	-	-	-	-	220	358	467	628
- programme	4 555	4 804	1 178	2 193	624	792	170	633
Total, Salubrité et contrôle	6 873	7 191	3 331	4 232	9 580	8 323	7 412	7 042
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 859	2 831	2 640	2 162
- capital	-	-	-	-	19	26	132	27
- programme	1 616	1 513	1 726	1 647	3 050	3 058	3 255	3 988
Total, Recherche et Innovation	1 616	1 513	1 726	1 647	5 928	5 915	6 027	6 177
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	2 477	3 146	3 197	2 071	8 207	6 914	6 896	5 946
- capital	22	32	13	18	210	349	480	646
- programme	407	369	387	563	938	1 227	722	1 308
Total, Salubrité et contrôle	2 906	3 547	3 597	2 652	9 355	8 490	8 098	7 900
QUÉBEC								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	-	-	-	-	42 093	40 870	37 880	30 591
- capital	-	-	-	-	282	373	1 876	380
- programme	64 575	55 076	38 570	48 770	27 711	31 702	27 323	44 828
Total, Recherche et Innovation	64 575	55 076	38 570	48 770	70 086	72 945	67 079	75 799
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	38 465	37 860	38 289	31 655	120 201	99 890	98 919	84 718
- capital	419	7 900	5 787	7 200	3 052	5 008	6 846	9 204
- programme	17 826	21 613	19 142	18 732	4 810	4 332	5 016	7 210
Total, Salubrité et contrôle	56 710	67 373	63 218	57 587	128 063	109 230	110 781	101 132

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Note : "Recherche et Innovation" comprennent les dépenses dans les catégories "Recherche" et "Pratiques, produits et technologies innovateurs".

Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation et salubrité et contrôle en soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	3 333	2 867	2 763	3 351	64 844	63 842	59 460	47 042
- capital	15 000	14 975	15 010	4 500	434	577	2 895	584
- programme	91 302	133 426	110 560	82 030	41 341	47 274	50 216	67 606
Total, Recherche et Innovation	109 635	151 268	128 333	89 881	106 619	111 693	112 571	115 232
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	43 655	46 075	44 448	44 289	186 415	155 167	154 334	130 769
- capital	500	500	100	500	4 693	7 758	10 567	14 207
- programme	15 000	14 357	13 550	17 226	12 310	13 846	10 948	4 862
Total, Salubrité et contrôle	59 155	60 932	58 098	62 015	203 418	176 771	175 849	149 838
MANITOBA								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	1 255	3 374	2 757	5 480	28 350	28 774	26 581	21 624
- capital	-	-	-	-	190	261	1 305	269
- programme	1 871	2 177	6 739	7 485	28 861	28 828	27 846	33 232
Total, Recherche et Innovation	3 126	5 551	9 496	12 965	57 401	57 863	55 732	55 125
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	10 663	12 747	13 391	14 898	79 823	68 153	67 235	58 958
- capital	-	-	-	-	2 055	3 511	4 764	6 405
- programme	52	466	505	976	2 921	790	3 733	2 235
Total, Salubrité et contrôle	10 715	13 213	13 896	15 874	84 799	72 454	75 732	67 598
SASKATCHEWAN								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	600	3 333	-	-	62 038	64 644	61 355	49 907
- capital	-	-	-	-	420	592	3 055	620
- programme	38 088	39 601	47 363	49 489	54 046	48 306	50 555	58 034
Total, Recherche et Innovation	38 688	42 934	47 363	49 489	116 504	113 542	114 965	108 561
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	862	1 142	958	-	172 185	150 944	153 213	137 965
- capital	-	-	-	-	4 547	7 955	11 148	14 989
- programme	6 415	6 695	7 544	7 440	5 369	5 769	7 219	7 746
Total, Salubrité et contrôle	7 277	7 837	8 502	7 440	182 101	164 668	171 580	160 700

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Note : "Recherche et Innovation" comprennent les dépenses dans les catégories "Recherche" et "Pratiques, produits et technologies innovateurs".

Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation et salubrité et contrôle en soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	8 636	8 325	8 668	9 606	61 965	62 274	59 076	48 614
- capital	3 653	1 395	2 204	1 416	417	567	2 918	605
- programme	18 848	12 709	-6 411	24 423	44 817	48 445	55 293	51 540
Total, Recherche et Innovation	31 137	22 429	4 461	35 445	107 199	111 286	117 287	100 759
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	38 250	37 457	37 037	34 163	171 810	143 592	146 204	131 777
- capital	427	468	925	380	4 511	7 624	10 648	14 317
- programme	-5 089	-7 413	-8 407	-3 108	11 428	18 455	58 394	18 844
Total, Salubrité et contrôle	33 588	30 512	29 555	31 435	187 749	169 671	215 246	164 938
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses en recherche et innovation								
- fonctionnement	2 625	3 727	3 246	3 245	14 843	14 926	13 934	11 316
- capital	-	-	-	-	101	137	695	141
- programme	683	1 600	219	-60	10 222	14 149	13 875	17 870
Total, Recherche et Innovation	3 308	5 327	3 465	3 185	25 166	29 212	28 504	29 327
Dépenses en salubrité et contrôle								
- fonctionnement	8 699	12 642	11 391	11 422	42 852	36 656	36 600	31 386
- capital	5 479	360	330	330	1 088	1 840	2 536	3 410
- programme	1 848	1 125	6 603	1 280	13 875	4 651	2 409	5 337
Total, Salubrité et contrôle	16 026	14 127	18 324	13 032	57 815	43 147	41 545	40 133

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

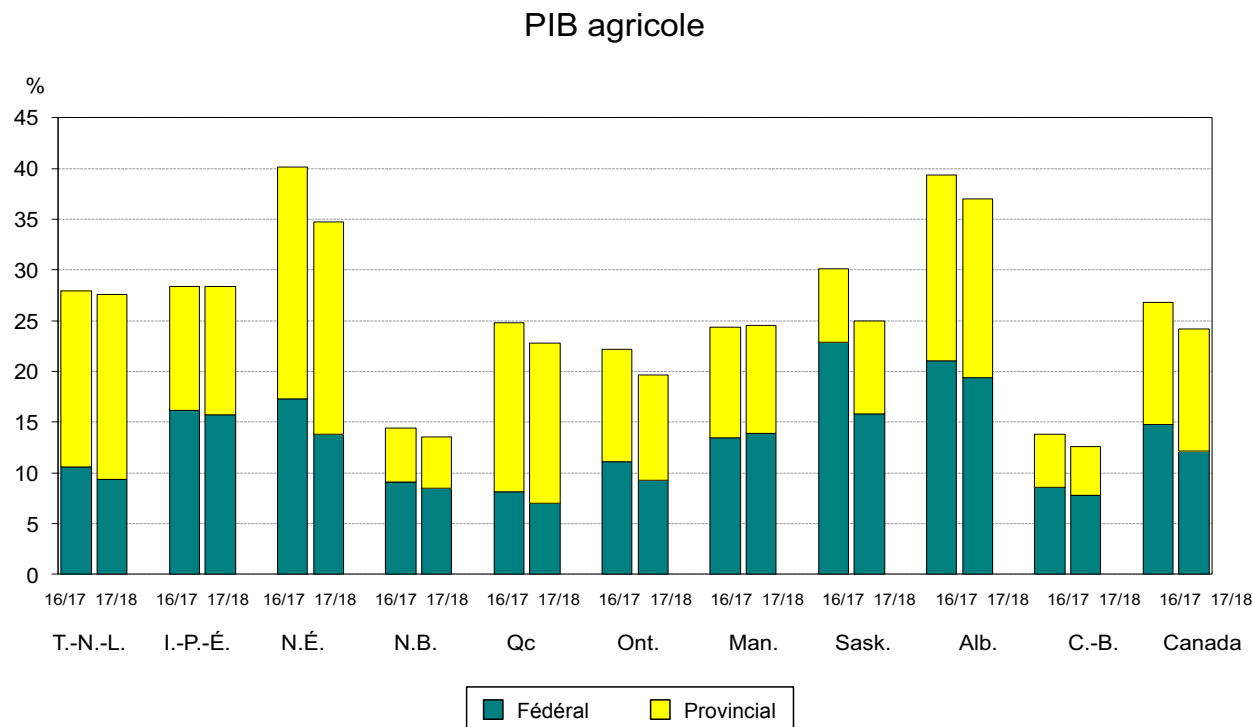
Note : "Recherche et Innovation" comprennent les dépenses dans les catégories "Recherche" et "Pratiques, produits et technologies innovateurs".

Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018

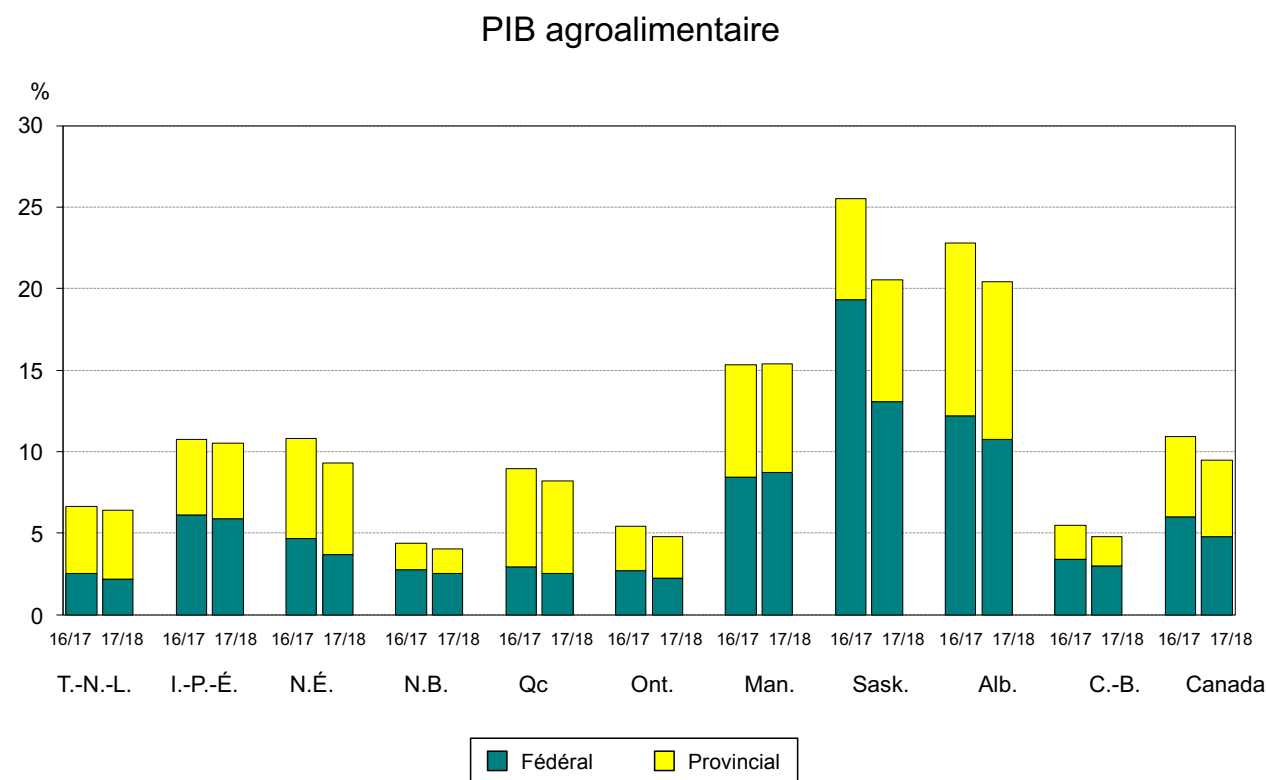
	Agricole				Agroalimentaire			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	76,8	104,0	117,1	121,9	453,8	453,3	495,9	525,5
Fédéral (%)	13,1	8,6	10,6	9,4	2,2	2,0	2,5	2,2
Provincial (%)	26,2	20,0	17,4	18,2	4,4	4,6	4,1	4,2
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	212,3	220,4	230,2	237,2	552,7	574,1	607,1	637,9
Fédéral (%)	16,0	17,3	16,2	15,8	6,2	6,6	6,1	5,9
Provincial (%)	14,0	12,6	12,3	12,6	5,4	4,9	4,6	4,7
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	261,6	281,7	276,8	290,9	940,0	985,0	1 027,3	1 087,1
Fédéral (%)	11,7	11,2	17,3	13,8	3,3	3,2	4,7	3,7
Provincial (%)	27,4	21,3	22,8	20,9	7,6	6,1	6,1	5,6
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	324,8	373,0	386,9	397,7	1 120,2	1 201,9	1 268,4	1 330,3
Fédéral (%)	9,2	8,0	9,1	8,5	2,7	2,5	2,8	2,5
Provincial (%)	7,4	5,7	5,3	5,1	2,1	1,8	1,6	1,5
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 776,0	4 111,6	4 316,6	4 473,4	10 681,2	11 265,4	11 938,3	12 420,5
Fédéral (%)	8,7	6,9	8,2	7,0	3,1	2,5	2,9	2,5
Provincial (%)	18,4	15,4	16,7	15,8	6,5	5,6	6,0	5,7
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 668,3	4 973,4	4 927,7	5 172,8	18 249,6	19 147,0	20 139,3	21 193,0
Fédéral (%)	10,5	9,4	11,1	9,2	2,7	2,4	2,7	2,3
Provincial (%)	10,2	10,7	11,1	10,4	2,6	2,8	2,7	2,5
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 881,3	2 116,7	2 200,2	2 326,4	3 076,9	3 334,1	3 506,3	3 706,7
Fédéral (%)	18,2	14,9	13,5	13,9	11,2	9,4	8,4	8,7
Provincial (%)	14,4	11,3	10,9	10,7	8,8	7,2	6,9	6,7
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	4 795,5	4 778,5	4 899,9	4 326,3	5 662,7	5 615,2	5 794,6	5 263,0
Fédéral (%)	13,5	12,9	22,9	15,9	11,5	11,0	19,3	13,0
Provincial (%)	8,3	7,5	7,3	9,1	7,0	6,4	6,2	7,5
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	3 625,2	3 352,7	3 688,4	3 558,1	6 341,8	5 870,7	6 365,3	6 437,0
Fédéral (%)	17,4	17,7	21,1	19,4	10,0	10,1	12,2	10,7
Provincial (%)	16,8	17,9	18,3	17,6	9,6	10,2	10,6	9,7
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 276,7	1 407,8	1 456,5	1 474,5	3 329,4	3 499,3	3 695,4	3 866,3
Fédéral (%)	10,4	6,9	8,6	7,8	4,0	2,8	3,4	3,0
Provincial (%)	6,5	5,1	5,3	4,8	2,5	2,1	2,1	1,8
CANADA								
PIB national (millions de \$)	20 531,7	21 509,3	22 842,6	22 652,6	51 306,0	52 666,1	56 151,3	57 789,8
Fédéral (%)	13,2	11,6	14,8	12,2	5,3	4,8	6,0	4,8
Provincial (%)	13,0	12,0	12,0	12,0	5,2	4,9	4,9	4,7

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB,

Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2016-2017 et 2017-2018



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2014-2015 à 2017-2018

	PIB Total				Dépenses totales			
	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	31 263	27 880	29 319	29 193	7 910	8 180	8 305	8 347
PIB agroalim. en % du PIB total	1,45	1,63	1,69	1,80				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,25	0,25	0,24	0,27
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	5 434	5 624	5 790	6 062	1 642	1 772	1 839	1 812
PIB agroalim. en % du PIB total	10,17	10,21	10,49	10,52				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,82	1,57	1,53	1,65
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	35 377	36 569	37 101	38 428	8 815	8 829	9 112	9 506
PIB agroalim. en % du PIB total	2,66	2,69	2,77	2,83				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,81	0,68	0,69	0,64
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	29 455	30 488	31 060	32 187	8 729	8 647	9 009	9 381
PIB agroalim. en % du PIB total	3,80	3,94	4,08	4,13				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,27	0,25	0,23	0,21
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	346 573	356 139	367 521	384 239	95 801	96 479	98 522	103 720
PIB agroalim. en % du PIB total	3,08	3,16	3,25	3,23				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,72	0,66	0,73	0,68
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	684 472	719 583	747 940	788 743	128 861	133 406	141 727	149 600
PIB agroalim. en % du PIB total	2,67	2,66	2,69	2,69				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,37	0,40	0,38	0,36
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	59 440	61 140	63 046	66 089	12 511	15 535	16 551	14 509
PIB agroalim. en % du PIB total	5,18	5,45	5,56	5,61				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,16	1,54	1,45	1,71
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	78 914	73 619	74 374	76 368	13 997	15 153	14 844	13 457
PIB agroalim. en % du PIB total	7,18	7,63	7,79	6,89				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,84	2,38	2,40	2,93
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	352 555	305 531	303 346	336 429	43 847	49 061	53 188	54 859
PIB agroalim. en % du PIB total	1,80	1,92	2,10	1,91				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,39	1,23	1,27	1,14
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	222 391	230 236	240 990	256 078	36 058	37 717	39 644	41 006
PIB agroalim. en % du PIB total	1,50	1,52	1,53	1,51				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,23	0,19	0,19	0,17
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 845 873	1 846 808	1 900 488	2 013 816	358 171	374 779	392 741	406 196
PIB agroalim. en % du PIB total	2,73	2,81	2,89	2,80				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,75	0,69	0,70	0,67
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 862 039	1 862 533	1 920 021	1 991 484	280 434	296 440	311 265	267 283
PIB agroalim. en % du PIB total	2,76	2,83	2,92	2,90				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,97	0,84	1,09	1,03

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conférence Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie relative aux dépenses publiques

Définition des dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'estimer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire canadien (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture, et transformation des aliments et des boissons, à l'exception des dépenses liées à l'aquaculture et à la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services, et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts de fonds aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et à d'autres ordres de gouvernement. Les renseignements, qui sont complétés par les agents travaillant au sein des ministères, proviennent de sources diverses : comptes publics fédéraux et provinciaux, rapports financiers, estimations et/ou plans de dépenses, rapports de Statistique Canada et autres rapports internes portant sur des programmes agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères provinciaux et fédéral de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, conformément aux Normes internationales d'information financière qui constituent des principes comptables généralement reconnus (PCGR) à l'échelle mondiale pour enregistrer les transactions financières et en faire rapport. La comptabilité d'exercice intégrale est également approuvée par les Comptables professionnels agréés (CPA). Dans le cas des DP, ce changement affecte la capitalisation des biens corporels, car les dépenses en capital incorporent alors les frais d'amortissement des biens corporels au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes :

Les déficits des programmes, tout comme les remises ou les réductions des dettes d'aide alimentaire internationale sont comptabilisés comme dépenses dans l'année pour laquelle ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des prévisions budgétaires des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés dans l'année pour laquelle ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les prévisions budgétaires des dépenses. Les dépenses, les recettes, et les pertes et déficits existants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses engagées à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales sont incluses seulement dans les dépenses fédérales totales et dites " hors Canada ". C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total des dépenses fédérales. Ces dépenses " hors Canada " comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales et celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. Les titres de participation des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. À titre d'exemple, notons l'assurance-production et Agri-investissement.

Traitement des prêts et des avances : Les prêts, les avances et les contributions remboursables accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être recouvrés. Cependant, les bonifications d'intérêts et les défaillances sur les prêts sont inclus, tels qu'inscrits dans les comptes publics, puisqu'ils constituent un coût pour les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value, qui font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des prêts garantis émis par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement semble compromis, et ces évaluations font partie des estimations des DP.

Recouvrement par les gouvernements : Les recouvrements d'argent par les gouvernements sont les recettes provenant des droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et permis, les recettes provenant de baux et de locations, de ventes et redevances et des ventes de terrains, et incluent les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, ainsi que diverses autres formes de recouvrement. Ces recouvrements sont déduits des dépenses de programme ou des dépenses totales afin de générer une

estimation de la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux remboursements d'impôt foncier. Les taxes de vente et l'impôt sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agroalimentaire

Les données présentées dans ce tableau sont les dépenses publiques de divers ministères et agences, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada; l'Agence canadienne d'inspection des aliments; Santé Canada; Transports Canada; Innovation, Sciences et Développement économique Canada; et Statistique Canada. Ces données incluent également les dépenses publiques de divers ministères provinciaux.

Affectation des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province sont disponibles seulement pour certains programmes. Lorsqu'il est nécessaire d'obtenir l'affectation de ces dépenses fédérales par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes qui ne sont pas disponibles dans les documents des prévisions budgétaires ou les plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital qui ont été déterminées à l'origine par province en fonction des centres d'administration, ou qui ont simplement été attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - Les dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont affectés par province en utilisant la moyenne mobile sur trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché pour certains produits, selon ce qui est le plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur approximative des bénéfices relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour l'affectation par province des dépenses de fonctionnement et de

capital de la Commission canadienne des grains. Les RTM sont utilisés depuis 2000-2001; avant cela, on utilisait les recettes monétaires totales.

- La catégorie " Autres " inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais d'administration des divers programmes provenant de divers ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat de biens matériels comme des terrains, des propriétés, du gros équipement et de l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des biens corporels sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées aux producteurs pour assurer le soutien ou la stabilisation de leur revenu lorsqu'ils sont confrontés à des fluctuations sur le marché mondial et national. Exemples de programmes de cette catégorie : Agri-investissement, Agri-stabilité et les programmes de stabilisation du revenu à l'échelle provinciale comme le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) du Québec et le Programme de gestion des risques de l'Ontario (PGR).
- **Les programmes de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées aux producteurs et aux transformateurs pour les aider à réduire leurs coûts de production quotidiens (par ex. les subventions pour l'achat d'intrants agricoles) et les coûts extraordinaires découlant de circonstances imprévues. Les programmes faisant partie de cette catégorie sont, entre autres, l'aide pour les semences, l'insémination artificielle et les coûts des engrais (par ex. Aide à l'achat de chaux).

- **Les Programmes d'assurance et d'indemnisation** incluent les subventions et les contributions visant à indemniser les producteurs des pertes de production et de capacité de production. Deux volets de programmes se trouvent dans cette catégorie : Assurance-production et Autres programmes d'indemnisation. L'assurance-production (Agri-protection) comprend les primes versées par le gouvernement aux fonds d'assurance-production. Le volet Autres programmes d'indemnisation offre des subventions et des contributions visant à indemniser les producteurs des pertes de production découlant d'une catastrophe naturelle (météo, ravageurs, maladies) ou des dommages récurrents causés par la faune (comme les programmes d'indemnisation soutenue au titre de la sauvagine, de la faune et du gros gibier). Comme autres programmes d'indemnisation, on peut citer les initiatives d'Agri-relance et le Programme d'indemnisation des dégâts causés aux cultures par la faune.
- **L'aide au financement** comporte l'aide financière se rapportant aux programmes de crédit, comme les programmes d'avances de fonds sans intérêts, les programmes de bonification d'intérêt, les provisions pour créances douteuses et les provisions pour pertes probables (manquements) sur les garanties d'emprunt émises par le gouvernement. Cette catégorie englobe les programmes comme le Programme de paiements anticipés (PPA), la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA) et le Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc (PRPPIP).
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions accordées dans le cadre des programmes d'aide au transport et d'entreposage. Par exemple, cette catégorie englobe l'aide financière versée aux compagnies de chemin de fer pour le transport des grains. Cela comprend également l'aide financière au titre de l'entretien et de l'amélioration des infrastructures d'entreposage et de transport, comme par exemple, le programme d'utilisation du port de Churchill. Cette catégorie comporte également les programmes qui indemnisent les producteurs pour les frais de transport en lien avec les catastrophes (Initiatives d'Agri-Relance), comme l'aide au transport du bétail et des aliments pour le bétail.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires et aux entreprises agricoles afin d'appuyer et de promouvoir la main-d'œuvre agricole pour les non-agriculteurs (manœuvre ou étudiant). Ils englobent les subventions et contributions versées aux organisations communautaires et au titre du perfectionnement des compétences générales, comme le soutien de la main-d'œuvre agricole, par exemple le programme Objectif carrière en agriculture et agroalimentaire et la Stratégie d'emploi pour les jeunes.
- **Les programmes de recherche** comprennent les subventions et les contributions à l'appui des activités de recherche et développement, y compris les activités reliées aux technologies agricoles et aux méthodes de production (recherches scientifiques). Cela comprend les paiements versés à des instituts de recherche, des universités agricoles et des associations de producteurs, de même qu'à des producteurs pris individuellement. Les salaires des chercheurs de la fonction publique sont exclus de cette catégorie, mais sont compris dans les dépenses de fonctionnement pour la recherche. Cette catégorie comprend des programmes comme le Fonds d'investissement dans la recherche agricole, le Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles, le Fonds pour l'innovation stratégique, les Grappes agroscientifiques canadiennes.
- **Les mesures de sécurité et de contrôle** comprennent les subventions et contributions au titre des activités liées aux programmes de salubrité et de qualité des aliments, à la traçabilité, à la biosécurité, au bien-être des animaux, au classement et à la normalisation, ainsi qu'au titre des dépenses liées aux essais et à la certification de produits. Ces mesures comprennent des programmes comme les programmes nationaux des systèmes de biosécurité/traçabilité, les programmes de salubrité des aliments à la ferme et en aval de la ferme et les initiatives de bien-être des animaux d'élevage.
- Les mesures de sécurité et de contrôle comprennent aussi les subventions et les contributions au titre des mesures de lutte antiparasitaire et de lutte contre les maladies, par exemple les programmes de traçabilité et de biosécurité pour la prévention des maladies. Les programmes ou les initiatives inclus dans cette catégorie contribuent aux mises en quarantaine et à l'éradication des maladies au cours d'une épidémie (réforme des animaux, élimination des récoltes) ou à la mise en place de mesures préventives (vaccination des animaux, autres services vétérinaires). Ces mesures comprennent l'indemnisation de l'ACIA (Loi sur la santé des animaux, Loi sur la protection des végétaux, rage et grippe aviaire). Elles comprennent également des programmes comme le Programme d'éradication de la sharka et le Programme d'aide concernant le nématode doré.
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions au titre des activités des organismes agricoles internationaux. Les projets de

développement international pris en compte sont ceux qui portent sur l'agriculture, la transformation agricole et l'alimentation. La remise des dettes contractées par des pays en développement et négociées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) fait aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette, dans cette catégorie de dépenses, est basée sur les prêts et les marges de crédit octroyés à l'origine pour les projets de développement agricole et agroalimentaire dans ces pays. Cette remise de dettes d'aide alimentaire internationale est intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.

- **Les programmes de développement du marché, de promotion et de commerce** comprennent les subventions et les contributions au titre des activités relatives à la promotion de produits, aux études de marché, au développement et au maintien des marchés et au passage à de nouveaux marchés. Les programmes qui entraînent l'augmentation des ventes de produits agricoles font partie de cette catégorie, comme les expositions agricoles, les salons de l'agriculture, les campagnes de promotion, les publicités et les publications, par exemple le Programme Agri-marketing (PAM) et le Programme de distribution de lait dans les écoles.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées au titre des programmes de développement rural et régional dont la cible est le secteur agricole. Ces programmes procurent de l'aide pour diversifier l'économie rurale et améliorer la qualité de vie dans les régions rurales grâce à des initiatives d'ordre agricole. Les types d'initiatives dans cette catégorie comprennent le soutien aux projets portant sur l'infrastructure physique communautaire et qui sont liés à l'agriculture, tels que la construction ou l'entretien de routes, d'installations portuaires, et d'infrastructures hydrologiques. Les services Institutionnels sont également compris dans cette catégorie, notamment les coopératives rurales et la gestion des terres et des pâturages. Cette catégorie comprend des initiatives liées au secteur agricole dans le cadre du Programme de développement économique des collectivités rurales de l'Ontario et du programme de développement économique des collectivités rurales du Manitoba.
- **Les pratiques, produits et technologies innovateurs** comprennent les subventions et les contributions qui encouragent les producteurs et les transformateurs à adopter des technologies et des méthodes de production novatrices dans le but d'améliorer la productivité, de diversifier les extrants agricoles, d'adopter de nouvelles variétés culturales ou d'améliorer la qualité des récoltes

ou du bétail. Cette catégorie comprend des initiatives prises à titre volontaire, (par ex. l'adoption des meilleures pratiques de gestion (MPG)), et qui sont conformes aux nouveaux règlements (par ex. les programmes des matières à risque spécifiées). La commercialisation de nouveaux produits et méthodes de production est également déclarée dans cette catégorie. Sont également inclus les programmes de conservation visant à mettre en œuvre de nouvelles méthodes agricoles ou à modifier les méthodes actuelles dans le but de conserver les terres. Cette catégorie comprend des programmes comme le Programme des pratiques agricoles durables du Manitoba (MSAPP), les programmes d'énergies renouvelables/de remplacement, le Fonds d'Agro-innovation, et l'Initiative d'innovation en agriculture de Terre Neuve.

- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions et les contributions versées aux établissements d'enseignement agricole, comme les universités et les collèges de médecine vétérinaire, de même que les bourses générales d'études agricoles accordées à des particuliers.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées au titre d'activités liées à la communication de renseignements par le biais d'associations et de conseils industriels. Sont également compris les services de formation et autres services de vulgarisation fournis aux agriculteurs ou à des particuliers (comme les évaluations du sol et de l'eau, les études de faisabilité, les plans de gestion d'entreprise agricole) et à titre général (aide à l'application générale, règles comptables, etc.). Les services juridiques offerts aux agriculteurs, tels ceux d'une commission sur les droits de tenure de terres agricoles et les droits de superficie, sont aussi inclus. Cette catégorie comprend des programmes comme le Programme national de gérance agro-environnementale, le programme d'évaluation des pratiques de gestion bénéfiques (PGB) des bassins hydrographiques et les initiatives du Plan environnemental de la ferme.
- **Les dépenses fiscales** : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les remboursements d'impôt foncier. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.
- **Les recouvrements** incluent les recettes provenant des droits payés par les utilisateurs pour des services, des licences et des permis, les recettes provenant de baux et de locations, de ventes et redevances et des ventes de terrains, et incluent les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements

d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, ainsi que diverses autres formes de recouvrement. Ces recouvrements sont déduits des dépenses de programme ou des dépenses totales afin de générer une estimation de la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Dépenses en recherche & innovation, et mesures de salubrité et de contrôle en soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel. Les dépenses de fonctionnement en innovation comprennent principalement le coût de l'administration de ces différents programmes.

Les dépenses de fonctionnement pour les mesures de salubrité et de contrôle des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées à des universités, des organismes scientifiques et des particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur agricole. Les dépenses de programmes en innovation comprennent les subventions et contributions aux producteurs et aux transformateurs pour la mise en œuvre des technologies innovatrices.

Les dépenses liées aux programmes d'inspection comprennent des subventions, des contributions ainsi que les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB proviennent du Conference Board du Canada et sont fournies en dollars de 1997. Ces données correspondent au PIB aux prix de base indiqués par Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix), qui provient également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB " agricole " comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB " agroalimentaire " est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels ceux du transport et de l'entreposage, ni du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments au sein des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons au sein des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2014-2016

	2014	2015	2016 Provisoires
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	55 805	57 639	56 416
dont : part de produits SPM ¹ (%)	84,7	85,5	84,9
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	36 765	37 139	35 846
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	5 038	5 030	6 332
Soutien des prix du marché	3 066	3 099	3 800
Paiements au titre de la production	0	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	481	479	456
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants production requise	1 479	1 443	2 071
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production requise	1	1	0
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production facultative	0	0	0
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
Paiements divers	11	8	5
ESP en pourcentage	8,7	8,4	10,7
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,06	1,06	1,07
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,10	1,09	1,12
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 316	2 333	2 142
Établissements d'enseignement agricole	872	893	769
Services d'inspection	1 035	1 035	896
Infrastructures	187	200	279
Commercialisation et promotion	204	183	181
Stockage public	0	0	0
Divers	18	22	17
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 416	-3 397	-4 183
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 932	-3 024	-3 795
Autres transferts des consommateurs	-487	-375	-397
Transferts des contribuables aux consommateurs	3	2	3
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	6
ESC en pourcentage	-9,3	-9,1	-11,7
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,10	1,10	1,13
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,10	1,10	1,13
Estimation du soutien total (EST)	7 358	7 365	8 477
Transferts des consommateurs	3 419	3 399	4 192
Transferts des contribuables	4 426	4 341	4 682
Recettes budgétaires	-487	-375	-397

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, l'orge, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016

		2014	2015	2016 Provisaires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0,0	0,0	0,0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	48,7	42,6	44,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	14,3	9,7	11,4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,0	0,0	0,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	33,0	44,2	42,3
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	4,0	3,4	2,2
	Paielements divers	0,0	0,0	0,0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	60,9	61,6	60,0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	9,5	9,5	7,2
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	29,3	28,7	32,7
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,0	0,0	0,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0,0	0,0	0,0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0,0	0,0	0,0
	Paielements divers	0,2	0,2	0,1
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	19,8	20,4	22,6
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	14,0	15,0	11,4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	19,3	19,8	25,4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,1	0,1	0,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	44,1	43,2	39,0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2,5	0,8	0,9
	Paielements divers	0,2	0,8	0,7
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	85,6	83,7	83,8
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3,6	3,4	2,8
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	2,6	5,8	6,3
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,0	0,0	0,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	8,2	7,2	7,1
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0,0	0,0	0,0
	Paielements divers	0,0	0,0	0,0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	15,0	29,3	15,9
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	61,4	52,3	61,1
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	4,7	3,0	6,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	18,9	15,3	17,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0,0	0,0	0,0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0,0	0,0	0,0
	Paielements divers	0,0	0,0	0,0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	81,3	77,7	82,7
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	18,5	21,9	16,2
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0,2	0,4	1,1
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,0	0,0	0,0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0,0	0,0	0,0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0,0	0,0	0,0
	Paielements divers	0,0	0,0	0,0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE28 pour 2014, 2015 et 2016.

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016 (suite)

		2014	2015	2016 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	32,2	29,6	21,8
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	19,1	22,7	24,5
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	18,3	20,9	23,3
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,0	0,0	0,0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	25,9	21,8	25,2
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	4,4	5,0	5,2
	Paiements divers	0,0	0,0	0,0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	46,0	47,1	47,1
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	12,5	12,9	11,1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	13,8	14,5	17,6
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	1,2	1,1	0,9
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	24,3	22,5	21,5
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	2,1	1,5	1,4
	Paiements divers	0,2	0,4	0,4

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE28 pour 2014, 2015 et 2016.**Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016**

	2014	2015	2016 Provisoires	2014	2015	2016 Provisoires
	ESP Total (millions de \$US)			ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	962	785	890	1,9	1,8	2,0
Canada	4 561	3 935	4 777	8,7	8,4	10,7
Union européenne ¹	111 873	93 848	99 735	18,6	19,1	21,0
Japon	42 587	35 198	41 666	49,0	44,1	48,0
Mexique	6 686	6 203	4 195	10,5	11,0	8,0
Nouvelle-Zélande	134	95	142	0,7	0,6	0,9
États-Unis	43 784	38 177	33 277	10,0	9,6	8,7
OCDE	252 918	247 679	211 982	18	18	17

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016

¹ UE28 pour 2014, 2015 et 2016.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP) en pourcentage des recettes agricoles brutes pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016

	Blé			Maïs			Orge			Canola/colza			Soya		
	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p
Australie	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	1,4	1,8	2,7	2,8	1,2	1,9	2,1	1,7	5,7	1,0	1,1	2,7	1,3	0,7	1,4
Union européenne ¹	2,2	0,0	9,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	49,0	45,7	46,6	n.c.	n.c.	n.c.	63,3	67,9	71,2	n.c.	n.c.	n.c.	38,4	37,6	47,3
Mexique	9,3	9,1	8,1	5,3	8,7	4,1	4,6	5,4	1,9	n.c.	n.c.	n.c.	3,1	10,3	11,4
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	7,1	7,5	8,4	4,0	4,4	4,1	3,3	3,5	3,7	n.c.	n.c.	n.c.	3,4	3,6	2,8
OCDE	5,1	3,2	7,5	3,7	4,4	3,7	4,5	4,5	5,8	0,5	0,6	1,3	4,4	4,5	3,5

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p	2014	2015	2016p
Australie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	5,0	2,9	0,5	0,9	0,9	1,6	35,4	47,3	44,1	1,2	0,2	2,9	-0,9	-51,1	33,2
Union européenne	24,8	28,7	20,8	-0,1	0,0	-0,8	1,7	3,9	4,6	12,7	8,6	27,4	-0,1	0,0	-1,0
Japon	29,9	28,0	28,2	55,3	64,9	69,9	51,6	60,2	47,0	10,3	10,4	10,3	14,4	14,5	14,4
Mexique	5,6	2,7	3,6	6,7	6,3	7,0	0,0	16,3	3,6	6,3	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12,0	6,8	11,6	22,5	21,9	33,0
États-Unis	5,5	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	13,5	15,2	12,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCDE	15,4	15,9	14,4	7,9	11,0	11,0	9,4	13,7	12,1	6,5	5,2	10,6	3,8	2,2	4,7

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

p: Provisoires

n.c. non calculé

¹ UE28 pour 2014, 2015 et 2016.**Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016**

	2014	2015	2016 Provisoires	2014	2015	2016 Provisoires
	ESSG (millions de \$US)			part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	1,215	866	863	55.8	52.5	49.2
Canada	2,097	1,825	1,616	31.5	31.7	25.3
Union européenne ¹	15,664	12,178	10,916	12.2	11.3	9.8
Japon	8,548	7,878	8,722	16.7	18.3	17.3
Mexique	1,062	861	599	12.5	11.2	11.1
Nouvelle-Zélande	430	374	375	76.2	79.7	72.5
États-Unis	7,823	8,747	9,568	8.0	11.5	10.5
OCDE	44,289	40,064	39,844	12.8	13.6	12.6

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ UE28 pour 2014, 2015 et 2016.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016

		2014	2015	2016 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Système de connaissances et d'innovation agricoles	56,6	55,0	50,7
	Inspection et contrôle	9,6	11,7	12,8
	Développement et entretien des infrastructures	33,2	30,9	34,4
	Commercialisation et promotion	0,6	2,5	2,2
	Stockage public	0,0	0,0	0,0
	Divers	0,0	0,0	0,0
Canada	Système de connaissances et d'innovation agricoles	37,6	38,3	35,9
	Inspection et contrôle	44,7	44,4	41,8
	Développement et entretien des infrastructures	8,1	8,6	13,0
	Commercialisation et promotion	8,8	7,8	8,4
	Stockage public	0,0	0,0	0,0
	Divers	0,8	0,9	0,8
Union européenne¹	Système de connaissances et d'innovation agricoles	47,7	52,1	56,6
	Inspection et contrôle	5,8	6,1	6,7
	Développement et entretien des infrastructures	29,9	22,5	21,0
	Commercialisation et promotion	16,2	18,9	14,8
	Stockage public	0,1	0,3	0,8
	Divers	0,3	0,1	0,2
Japon	Système de connaissances et d'innovation agricoles	12,6	12,2	11,0
	Inspection et contrôle	1,2	1,1	1,0
	Développement et entretien des infrastructures	83,7	83,7	85,1
	Commercialisation et promotion	0,8	1,6	1,2
	Stockage public	1,7	1,5	1,6
	Divers	0,0	0,0	0,0
Mexique	Système de connaissances et d'innovation agricoles	43,5	47,4	60,4
	Inspection et contrôle	8,3	9,3	12,7
	Développement et entretien des infrastructures	46,2	41,0	26,9
	Commercialisation et promotion	2,0	2,3	0,1
	Stockage public	0,0	0,0	0,0
	Divers	0,0	0,0	0,0
Nouvelle-Zélande	Système de connaissances et d'innovation agricoles	49,7	48,9	49,3
	Inspection et contrôle	32,1	33,9	35,7
	Développement et entretien des infrastructures	18,1	17,2	15,0
	Commercialisation et promotion	0,0	0,0	0,0
	Stockage public	0,0	0,0	0,0
	Divers	0,0	0,0	0,0
États-Unis	Système de connaissances et d'innovation agricoles	28,5	26,1	24,0
	Inspection et contrôle	17,0	15,5	14,9
	Développement et entretien des infrastructures	25,8	29,6	35,0
	Commercialisation et promotion	13,0	14,6	12,9
	Stockage public	0,0	0,1	0,3
	Divers	15,7	14,0	12,8
OCDE	Système de connaissances et d'innovation agricoles	32,7	32,3	31,6
	Inspection et contrôle	9,1	9,3	9,2
	Développement et entretien des infrastructures	43,3	40,9	44,5
	Commercialisation et promotion	10,7	12,6	9,8
	Stockage public	0,9	1,2	1,4
	Divers	3,3	3,6	3,6

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ UE27 pour 2013, UE28 pour 2014 et 2015

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016

	2014	2015	2016 Provisoires
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	0,0	0,0	0,0
Canada	-9,3	-9,1	-11,7
Union européenne ²	-4,6	-4,0	-5,3
Japon	-39,8	-38,6	-41,3
Mexique	-0,2	-1,7	-0,1
Nouvelle-Zélande	-3,1	-2,3	-3,9
États-Unis	11,7	6,3	17,7
OCDE	-7,2	-8,3	-7,3

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.² UE28 pour 2014, 2015 et 2016.**Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2014-2016**

	2014	2015	2016 Provisoires
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,1	0,1	0,1
Canada	0,4	0,4	0,4
Union européenne ¹	0,7	0,7	0,7
Japon	1,1	1,0	1,1
Mexique	0,7	0,7	0,5
Nouvelle-Zélande	0,3	0,3	0,3
États-Unis	0,6	0,4	0,5
OCDE	0,7	0,6	0,6

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2016.

¹ UE28 pour 2014, 2015 et 2016.

Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts, L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et à améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques déterminent :

- le fondement sur lequel repose le soutien, soit la production, les intrants, la superficie cultivée, le nombre d'animaux, les recettes, le revenu, les critères non liés à des produits de base;
- si le soutien est fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- si la production est requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables;
- formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol;
- services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur :

- Le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se

distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.

- La production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- D'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits

végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de denrées produites localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitation) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les

consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : part du soutien total à l'agriculture sur le produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - i.e. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (par ex, une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telles situations, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques, il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 % de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 % des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide

budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2 50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 % de l'ESC signifie que 60 % des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2 50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.